

Photo : David Klein

DU RELÈVEMENT AU DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL
2012-2013



FONDS DE RECONSTRUCTION D'HAÏTI



Des élèves de Kenscoff recevant des kits scolaires financés par le FRH pour l'année scolaire 2012-2013. **Reconstruction du secteur éducatif**
Photo courtoisie du FRH

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE



Après deux années de fonctionnement, le Gouvernement Martelly-Lamothe continue de reconstruire des infrastructures et d'améliorer les services à la population, avec pour objectif de satisfaire les besoins du peuple haïtien et de faire d'Haïti un pays émergent d'ici 2030. Les actions de ce Gouvernement sont guidées par cinq priorités stratégiques : l'Éducation et le développement social et humain ; l'Environnement et la planification territoriale ; l'Économie et la création d'emplois ; l'Énergie ; et l'État de droit et la Démocratie. Il y a beaucoup à faire, mais nous pouvons dire qu'Haïti a parcouru un long chemin au cours des trois années qui ont suivi le séisme, en partie grâce aux partenariats tels que le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH).

Depuis 2010, le FRH a fourni un financement stratégique pour la reconstruction. Malgré des difficultés en 2011 - 2012 suite au changement de Gouvernement et à l'expiration du mandat de sa contrepartie, la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti, le FRH a pu reprendre ses activités de financement de la reconstruction en juin 2012 lors de la nomination du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) comme contrepartie du FRH. Avec les nouvelles procédures élaborées par le MPCE et approuvées par le Comité de pilotage, dans le dernier trimestre 2012, les agences du gouvernement et les Entités partenaires ont travaillé rapidement pour préparer une douzaine de Notes Conceptuelles de Projet pour financement par le FRH.

Après trois années d'opération, le FRH a atteint des résultats significatifs à souligner :

- En logement – aide aux familles pour quitter les camps, se reloger dans les communautés et reconstruire les maisons endommagées ; formation d'ingénieurs en construction antisismiques ; assistance aux municipalités pour mieux gérer l'urbanisation ;
- En gestion des risques et désastres – construction d'abris temporaires pour les populations vulnérables lors des tempêtes ;
- En éducation – fourniture de kits scolaires, de manuels et d'uniformes à 180.000 élèves dans 292 écoles dans les 10 départements du pays.

En plus des projets de reconstruction classiques comme l'enlèvement des débris dans les quartiers à accès difficile et l'assistance aux déplacés pour quitter les camps et trouver des logements sûrs, je suis heureux de constater que le Comité de pilotage du FRH a également approuvé le financement de secteurs tels que l'appui aux petites et moyennes entreprises, la réduction des risques et désastres, la gestion de l'environnement et le développement d'énergie propre, en particulier dans d'autres départements du pays. Cette diversité dans la programmation s'aligne sur les stratégies prioritaires du Gouvernement et nous aidera à construire un futur prometteur pour Haïti, à travers une meilleure gestion des ressources naturelles du pays et en fournissant une alternative nécessaire en source d'énergie pour le pays.

J'ai été enchanté de voir le FRH reprendre ses activités au cours de cette dernière année, sous le leadership du Président du Comité de pilotage, le Ministre de l'Économie et des Finances. Je saisis cette opportunité pour remercier les bailleurs qui ont contribué au FRH pendant les dernières années afin de participer au redressement et au développement d'Haïti. Je voudrais aussi reconnaître le travail des membres du Comité de pilotage, qui ont consacré du temps et des efforts pour revoir et approuver les projets prioritaires. A l'aube de la quatrième année d'opération, j'espère voir s'accélérer la mise en œuvre des activités en cours et l'allocation des ressources restantes.

Laurent Salvador Lamothe

Premier Ministre d'Haïti

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PILOTAGE



C'est un plaisir pour moi de présenter le Troisième Rapport Annuel du Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH). J'aimerais d'abord exprimer ma gratitude et ma reconnaissance envers tous mes prédécesseurs qui ont rempli avec brio le rôle de Président du Comité de pilotage du FRH. Je me réjouis d'assumer ce rôle présentement et de travailler en collaboration avec mes collègues, les autres membres du Comité, notamment le représentant du Gouvernement du MPCE, les représentants des bailleurs – les Etats Unis d'Amérique, le Brésil, le Canada, la Norvège, la France, le Japon et l'Espagne - les Entités partenaires- la Banque Interaméricaine de Développement, la Société Financière Internationale (IFC), les Nations Unies et la Banque mondiale, et les observateurs du Secteur Privé, de la Société Civile, de la Diaspora et des ONGs internationales.

En ma qualité de Président du Fonds, je suis résolu à orienter le Comité de pilotage en faveur d'une utilisation efficace et optimale des ressources restantes et à assurer qu'une fois alloués, les fonds seront utilisés de manière efficiente et effective. Ce rapport présente les douze derniers mois de fonctionnement du Fonds : l'utilisation des nouvelles procédures, les nouvelles requêtes de financement, la situation financière et les résultats atteints à date. J'encourage les lecteurs à consulter la section relative aux résultats de ce rapport. Plus d'un sera surpris par l'ampleur et la diversité des secteurs et des projets financés par le FRH. Je suis satisfait de constater que les cofinancements du FRH totalisant 274 Millions de dollars permettent de mobiliser des financements additionnels importants de la part d'autres bailleurs, soit un total de 503 Millions de dollars. Plus de 50% des fonds alloués ont été décaissés. Avec le récent démarrage de certains projets, la mise en œuvre effective d'autres projets et la restructuration de trois projets au cours de l'année écoulée, ce pourcentage devrait augmenter considérablement au cours de l'année à venir.

A cet instant charnière de la transition effectivement engagée de la reconstruction vers le développement économique à long terme, il est important d'évaluer les mécanismes de financement disponibles. A cet égard, j'attends avec intérêt la revue de la performance du FRH. Cette revue fournira un point de vue externe de cette performance et guidera les discussions sur son futur. Enfin et c'est un point crucial, le Comité de pilotage débattrà de l'avenir du Fonds au cours de cette année ainsi que l'optimisation de son utilisation en tant que mécanisme qui rassemble des fonds de la communauté internationale.

Wilson Laleau

Ministre de l'Economie et des Finances

DÉCLARATION CONJOINTE DES BAILLEURS

Nous avons débuté la troisième année du Fonds de Reconstruction d'Haïti sur une note positive avec un accord sur l'intégration d'une nouvelle contrepartie et de nouvelles procédures de soumission de requêtes de financement au FRH. Les nouvelles dispositions sont devenues effectives lorsque des propositions pour de nouveaux financements ont été soumises à l'évaluation et à l'aval du Gouvernement. Cela a mené à une décision par le Comité de pilotage de réserver US\$ 32 millions pour de nouvelles activités.

La mise en œuvre des projets préalablement approuvés financés par le FRH s'est poursuivie pendant la troisième année, et plusieurs de ces projets sont déjà achevés. Sept projets (soit un total de US\$ 86 millions) sont maintenant achevés et neuf sont en cours (soit un total de US\$ 173 Million) sur les dix-sept projets¹ de la troisième année, représentant un total de US \$ 274.1 millions. A date, US\$ 144 millions ont été décaissés, ce qui représente 55% du montant total transféré au 30 juin 2013 à nos Entités Partenaires.

Le FRH entrant dans sa quatrième année, une révision de cette expérience s'avère nécessaire. En ce sens, le FRH et ses partenaires entreprendront bientôt une révision pour aider à évaluer la performance et les résultats obtenus à date : tirer des leçons de ce qui a fonctionné et de ce qui devrait être amélioré, et proposer des options pour le futur. Nous soulignons notre engagement à maintenir notre appui au cadre du Gouvernement pour la coordination de la coopération externe. Nous réitérons aussi la nécessité d'améliorer la responsabilité mutuelle, la stabilité politique, la transparence et la bonne gouvernance pour atteindre de meilleurs objectifs de développement pour les haïtiens.

H.E. Antonio José Ferreira Simoes
Sous-secrétaire général pour l'Amérique du Sud, Centrale et la Caraïbe
Ministère des Affaires Étrangères
Brésil

S. E. Ambassadeur Kenji Kuratomi
Ambassadeur du Japon en Haïti
Japon

Ms. Heather Cameron
Directrice Générale/Haïti
et la République Dominicaine
Affaires Étrangères, Commerce et Développement Canada
Canada

Ms. Eva Irene Tuft
Conseillère principale pour Haïti
Division d'Amérique Latine
Le Ministère des Affaires Étrangères
de Norvège
Norvège

S.E. Ambassadeur Pierre Duquesne
Ambassadeur Chargé des questions économiques de reconstruction et de développement
France

S. E. Ambassadeur Manuel Hernandez Ruigomez
Ambassadeur de l'Espagne en Haïti Espagne

Ms. Cheryl Mills
Envoyée du Département d'État
États-Unis

¹ Le dix-septième projet, d'une valeur d'US \$ 15 millions, dont la note conceptuelle a été approuvée, est en attente de soumission du document de projet final.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE	3	IV. PORTEFEUILLE, PERFORMANCE ET RÉSULTATS DU FRH	33
MESSAGE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PILOTAGE	4	Portefeuille	33
DÉCLARATION CONJOINTE DES BAILLEURS	5	Projets restructurés	35
TABLE DES MATIÈRES	6	Alignement	36
ACCRONYMES ET ABBRÉVIATIONS	8	Portefeuille du FRH par Agence d'Exécution	36
REMERCIEMENTS	11	Performance	37
RÉSUMÉ	12	Mobilisation de fonds	37
I. INTRODUCTION	17	Rapidité de traitement des projets	37
Accord sur un Nouveau Cadre de Coopération	17	Résultats du Projet	38
Recommencer à financer la Reconstruction	17	Logement	39
Canalisation des Ressources via le Gouvernement	18	Gestion des Débris	43
Structure du Rapport	18	Gestion des Risques de Désastre	44
II. FRH: LA TROISIÈME ANNÉE D'OPÉRATIONS	19	Education	46
Processus d'Approbaton de Dons par le FRH pour les Projets et l'Appui Budgétaire	19	Développement du Secteur Privé	46
Décisions relatives au Financement	19	V. COMMUNICATION	49
Communication	21	Outils de communication	49
III. STATUT FINANCIER DU FRH	25	Gestion des Flux d'Information	50
Assistance Internationale à Haïti suite au Séisme	25	Partage des Leçons Apprises	50
Statut Financier	25	Prochaines Étapes	51
Décisions Relatives au Financement	26	VI. FRH: LEÇONS APPRISSES ET PROCHAINES ÉTAPES	53
Décaissements des Entités partenaires	27	Leçons apprises	53
Respect des Priorités du Gouvernement et des Préférences des Bailleurs	29	Prochaines étapes	53
Coûts Administratifs	31	ANNEXE 1: RÉSUMES DES PROJETS	54
		ANNEXE 2: CARTE DES PROJETS	76
		ANNEXE 3: SECRÉTARIAT DU FRH	77

ACCRONYMES ET ABBRÉVIATIONS

AAP	Attestation d'Aptitudes Professionnelles
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ACME	Association pour la Coopération avec la Micro Entreprise
ADI	Association pour le Développement International
ATL	Agence Technique Locale
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BM	Banque mondiale
BMPAD	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement
CAP	Certificat d'Aptitudes Professionnelles
CCPCA	Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif
CIRH	Commission Intérimaire pour le Redressement d'Haïti
CNIGS	Centre National d'Informations Géographiques et Spatiales
CP	Comité de pilotage
CRC	Centre de Ressources Communautaires
DIP	Direction des Investissements Publics
DCES	Direction de Coopération Economique et Sociale
EDH	Electricité d'Haïti
EP	Entité Partenaire
GH	Gouvernement Haïtien
FRH	Fonds de Reconstruction d'Haïti
FDI	Fonds de Développement Industriel
FGPC	Fonds de Garantie Partielle de Crédit
IHSI	Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique
INFP	Institut National de Formation Professionnelle
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MASW	Analyse Pluri-canaux des Ondes de Surface (Multi-Channel Analysis of Surface Waves)
MDTF	Fonds Fiduciaire à Bailleurs Multiples (Multi-Donor Trust Fund)
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances

MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
NCP	Note Conceptuelle de Projet
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OCHA	Office de Coordination des Affaires Humanitaires (Office of Coordination for Humanitarian Affairs)
OIT	Office International du Travail
OIM	Office International de la Migration
ONU	Nations Unies
PEI	Producteurs d'Energie Indépendants
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées à l'Interne
PSDH	Plan Stratégique de Développement d'Haïti
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
SFI	Société Financière Internationale
STC	Secrétariat Technique de Coordination
UEP	Unité d'Etudes et de Programmations
USEP	Unité de Suivi et d'Evaluation des Programmes
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le Développement (United Nations Development Group)
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees)



Reconstruction d'une maison démolie à Morne Hercule. **16 Quartiers/ 6 Camps**

Photo courtoisie de l'ONU

REMERCIEMENTS

Le Secrétariat du FRH, présenté en Annexe 3, était chargé de produire ce rapport annuel. Cependant, nous n'aurions pas pu mener notre travail à bien sans la contribution de nombreuses personnes. Nous aimerions spécialement remercier notre Président et les membres du Comité de pilotage de nous avoir offert une orientation générale et des commentaires spécifiques dans le cadre de la préparation du texte. Notre contrepartie, le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), a activement collaboré à la préparation de ce rapport. Notre Fiduciaire s'est avéré un partenaire inestimable en matière de mise à disposition de données financières relatives à la performance du Fonds. Nos Entités partenaires et leurs agences d'exécution ont été très utiles en fournissant des informations en temps opportun sur les résultats impressionnants obtenus via des activités individuelles financées par le FRH ainsi que sur les décaissements. Enfin, le Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies² pour Haïti a transmis des données sur la situation globale du financement de la reconstruction.

² En 2013, le Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies est devenu le Bureau du Conseiller Spécial du Secrétaire Général sur la Médecine Communautaire et les Leçons Apprises en Haïti. Ce nouveau Bureau continue à publier des informations, sans toutefois en poursuivre la collecte, sur le Suivi de l'Assistance que faisait l'ancien Bureau (<http://www.lessonsfromhaiti.org>). De nouveaux chiffres sont disponibles au Portail Internet du Gouvernement haïtien sur la gestion de l'aide (<https://haiti.ampsite.net>), mais c'est une autre méthodologie qui est utilisée pour le suivi de l'aide externe.

RÉSUMÉ

Le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) est un fonds fiduciaire auquel contribuent plusieurs bailleurs, qui mobilise, coordonne et alloue un financement sous forme de don en appui au Plan d'Action du Gouvernement haïtien (GH) pour le Redressement et le Développement National. En mars 2010, le GH a demandé à l'Association pour le Développement International (ADI) de la Banque mondiale de servir de Secrétaire et de Fiduciaire du Fonds.

Le FRH rassemble des contributions de bailleurs pour fournir un financement sous forme de don pour des activités prioritaires sur demande du GH et approuvées par le Comité de pilotage du FRH. Il existe un processus rationalisé d'approbation des dons, ainsi qu'une procédure rapide pour les plus petites requêtes d'un montant de moins de US\$ 1 million. Le FRH peut financer des activités couvrant les infrastructures, les services, le développement communautaire, l'environnement, la génération de revenus, et l'appui budgétaire. Les activités sont réalisées par une ou par plusieurs agences d'exécution et elles sont évaluées et supervisées par une Entité partenaire (La Société Financière Internationale, la Banque Interaméricaine de Développement, les Nations Unies ou la Banque mondiale).

Le FRH est gouverné par un Comité de pilotage présidé par le Ministre de l'Economie et des Finances, et constitué d'un représentant du GH (le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe), des principaux bailleurs, des Entités partenaires, du Fiduciaire et d'observateurs de la société civile Haïtienne, des gouvernements locaux, du secteur privé, de la Diaspora et d'organisations non gouvernementales internationales. Pendant ses trois années d'existence, le Comité de pilotage s'est réuni dix fois et a décidé d'allouer ou de réserver US\$ 274 millions pour 17 activités de reconstruction, et a réservé environ \$ 100 millions pour des projets prioritaires déjà identifiés.

Un Nouveau Cadre pour la Coopération avec le Gouvernement (Chapitre 1)

Pendant la période de juillet à septembre 2012, le nouveau Premier Ministre d'Haïti a demandé un amendement des procédures du FRH en vue de l'incorporation du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) comme nouvelle contrepartie du FRH, ainsi qu'un processus révisé d'approbation des dons. Le nouveau processus comprend trois étapes pour la canalisation des requêtes de financement vers le FRH :

1. Les promoteurs soumettent à l'évaluation du MPCE une Note Conceptuelle de Projet (NCP) via une agence gouvernementale.
2. Le Premier Ministre sélectionne les propositions évaluées à soumettre au Conseil des Ministres.
3. Le Conseil des Ministres approuve les requêtes de financement au FRH, lesquelles requêtes sont ensuite transmises par le MPCE au Secrétaire du FRH.

Une approche rationalisée pour les requêtes de financement visant l'appui budgétaire fut par la suite introduite, selon laquelle le Ministère de l'Economie et des Finances peut soumettre directement une requête au Conseil des Ministres.

Pendant le dernier trimestre de 2012, des agences gouvernementales ont travaillé avec les Nations Unies et la BID à la préparation d'une douzaine de NCP à financer par le FRH. Ces NCP ont été évaluées par le MPCE et priorisées par le Premier Ministre en consultation avec le MPCE et le Ministère des Finances. Le 21 décembre 2012, le Conseil des Ministres s'est réuni et a décidé de présenter au FRH une requête de US\$ 51 millions pour le financement de cinq activités prioritaires. Le Comité de pilotage du FRH a également approuvé la restructuration de trois projets en vue d'une meilleure utilisation des fonds alloués en appui aux priorités du Gouvernement haïtien.

Pendant la seconde moitié de l'année fiscale, le FRH s'est concentré sur la sélection de moyens appropriés pour le financement des priorités gouvernementales. Le Comité de pilotage a décidé de réserver des fonds additionnels pour l'appui budgétaire, et le Ministre des Finances a promis que les activités prioritaires mentionnées ci-dessus seraient dans ce cas financées via le budget gouvernemental. En sa qualité d'Entité partenaire, la Banque mondiale a alors préparé des opérations pour allouer jusqu'à US\$ 43 millions d'appui budgétaire (y compris US\$ 23 millions de cofinancement du FRH). En d'autres mots, après une période difficile d'instabilité, de négociation et de partenariat, le FRH est de retour!

Moments Forts de la Troisième Année d'Opérations (Chapitre 2)

Pendant la troisième année d'opérations, la mise en œuvre du programme s'est poursuivie régulièrement, avec des décaissements en augmentation au niveau des projets, passant de US\$ 94 millions en 2010 à US\$ 144 millions en 2013, soit un taux de décaissement au niveau des projets de 56% pour 2012. Entre la première et la troisième année, les décaissements ont augmenté de 53% : ils sont passés de 15% du total des fonds approuvés pendant la première année à 56% du total des fonds approuvés pendant la troisième année. Des 17 projets approuvés pour un montant total de US\$ 274.1 millions (incluant des frais de projets), pour sept projets les fonds ont été totalement décaissés, neuf sont en cours d'exécution (dont trois restructurés), et un est en cours de préparation. Au moment de l'impression, quatre nouvelles Notes Conceptuelles de Projet à financer par le FRH ont été soumises à l'approbation du Conseil des Ministres. Les activités au niveau des projets et les niveaux de décaissement varient selon l'Entité partenaire. Les taux de décaissements étaient de 77% pour l'ONU, 43% pour la Banque mondiale, et 14% pour la BID.

Le Comité de pilotage a approuvé la restructuration de trois projets en vue d'une meilleure utilisation des fonds alloués en appui aux priorités du Gouvernement haïtien. La restructuration de ces projets – le **Projet de Reconstruction de Logements dans des Quartiers** (US\$ 65 millions ; Banque mondiale), le **Fonds de Garantie Partielle du Crédit** (US\$ 12.5 millions ; Banque Interaméricaine de Développement), et l'**Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud** (US\$ 14 millions ; Banque Interaméricaine de Développement) devrait permettre une accélération des décaissements par la BID et la Banque mondiale l'an prochain.

Une révision du FRH a été autorisée pendant le deuxième semestre de l'année, et sera entreprise pendant la quatrième année de fonctionnement du FRH. Cette révision a pour objectif d'évaluer plusieurs dimensions de la performance du FRH afin d'améliorer son efficacité à l'avenir. Un résumé des résultats de cet exercice sera présenté dans le prochain rapport annuel du FRH.

Statut Financier (Chapitre 3)

Au cours de sa troisième année d'opérations, le FRH n'a reçu aucune contribution des bailleurs, mais a continué à allouer des fonds selon les décisions du Comité de pilotage. A date, au total 19 bailleurs se sont engagés à faire une contribution de l'équivalent de US\$ 396 millions au FRH, dont US\$ 381 ont été reçus. Les décisions du Comité de pilotage ont consisté en approbations de requêtes, y compris une requête d'augmentation des Réserves Financières de \$ 47.5 millions à \$ 99.78 millions (une augmentation de 110%). De ce montant, 49% (\$ 48.57 millions) sont maintenant réservés pour l'appui budgétaire général qui devient, à la place de la gestion des débris, le deuxième plus grand secteur financé par le FRH après le logement.

A la conférence internationale des bailleurs intitulée « Vers un Nouvel Avenir pour Haïti » qui s'est tenue à New York le 31 mars 2010, 55 bailleurs bilatéraux et multilatéraux ont promis de donner \$ 5.48 milliards d'aide à Haïti entre 2010 et 2012. A décembre 2012, \$ 3.01 milliards, soit 56 pour cent, étaient décaissés. Des 55 bailleurs qui ont promis un financement à la Conférence de New York, 19 ont canalisé la majorité sinon tous les montants promis via le FRH, soit un engagement

total de \$ 396 millions. Le financement canalisé via le FRH au 30 juin 2013 représente 13 pour cent du total des fonds décaissés pour la reconstruction post-séisme.

Le FRH est déterminé à maintenir ses coûts administratifs à un niveau modéré pour maximiser le montant du financement disponible pour investissement dans des activités de reconstruction. A date, les coûts administratifs représentent 1.3% des allocations au FRH et moins de 1% du total des contributions. Le budget administratif total approuvé pour l'AF 14 est de 47% en dessous du premier budget administratif approuvé pour l'AF 11.

Portefeuille et Résultats du FRH (Chapitre 4)

Tous les projets dans le portefeuille du FRH sont en ligne avec le Plan d'Action du Gouvernement pour le Redressement National et le Développement d'Haïti (Plan Stratégique de Développement d'Haïti – PSDH, qui a remplacé le Plan d'Action pour le Redressement National et le Développement). Le portefeuille actuel du FRH est diversifié tant du point de vue sectoriel que géographique, reflétant la nature pluridimensionnelle de l'effort de reconstruction et la vaste gamme des besoins de financement. Le logement et l'appui budgétaire sont les secteurs les plus importants financés par le FRH avec des allocations respectives de US\$ 120 millions et de US\$ 74 millions (ce qui représente tant les ressources allouées que les ressources réservées). Des détails additionnels sur les projets sont disponibles dans le Tableau Résumé du Projet en Annexe 1, et une carte des lieux des projets se trouve en Annexe 2.

Le FRH est une importante source de financement de mise en oeuvre initiale et a de la valeur ajoutée en matière de levée de fonds de cofinancement de différentes sources en appui à des projets sur plus grande échelle. Les allocations actuelles du FRH de US\$ 274 millions pour des activités de reconstruction devraient résulter en un financement de projets d'un montant total de \$ 503 millions. Cela signifie qu'en moyenne 45% de chacun des projets du FRH consiste en du cofinancement et 55% en financement du FRH. En mobilisant US\$ 229 millions en cofinancement, chaque dollar du FRH génère pratiquement un dollar de ressources additionnelles.

Cet important portefeuille a permis d'obtenir, via des activités financées par le FRH, des résultats significatifs incluant :

- Le retour de plus de 17,000 ménages qui vivaient dans 52 camps dans leurs quartiers d'autrefois.
- La facilitation de la réparation et de la reconstruction de logements pour 1640 ménages.
- L'enlèvement d'un total de 914,537 mètres cube de débris dans des quartiers urbains.
- La reconstruction et la réparation de 14 abris d'urgence pour la protection de 2000 personnes de plus en cas de futurs désastres.
- La réduction des risques dans des zones exposées aux désastres par le reboisement de 1300 hectares, la protection de berges, la construction de digues, et le nettoyage de 30 km de canaux.
- Don, à 180,000 élèves du préscolaire et du primaire de 292 écoles dans les 10 départements, de kits, de manuels et d'uniformes scolaires.
- Création d'emplois temporaires pour 24,363 personnes dans le cadre d'activités de gestion des débris, construction, et réduction des risques de désastres.
- Appui au secteur privé via un accès amélioré au crédit, et une valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture.

Des informations plus détaillées sont disponibles sur les résultats dans le Chapitre 4 et l'Annexe 1.

Leçons Apprises et Prochaines Etapes (Chapitre 6).

Pendant la troisième année d'opérations, les leçons suivantes ont été apprises ou confirmées par la communauté du FRH :

- **Un retour à des dispositions « normales » a été garanti** – le long processus pour se mettre d'accord sur l'intégration d'une nouvelle contrepartie et de nouvelles procédures a abouti à un système qui applique des procédures régulières via des institutions gouvernementales. Bien que ce processus soit plus long que ne l'était l'application des dispositions initiales agréées avec la CIRH, il devrait renforcer les capacités du GH ainsi que la légitimité et l'appropriation des requêtes de financement présentées au FRH.
- **Le travail via des Entités partenaires permet d'assurer que les fonds sont efficacement dépensés** – les Entités partenaires du FRH appliquent des normes internationales de bonne pratique de gestion financière, de passation de marchés, de sauvegardes environnementales et sociales, de conception de projet, et de suivi et d'évaluation de l'utilisation du financement du FRH.
- **Une structure efficiente minimise les coûts administratifs** – le FRH a l'un des ratios les plus modérés de dépense totale (moins de 5%) de tous les fonds fiduciaires à multi-bailleurs post-désastre. Cela peut s'attribuer à des Entités partenaires bien établies, un Secrétariat d'une taille modeste, un Fiduciaire efficient, et une répartition claire du travail entre eux.
- **Les préférences des bailleurs entraînent des compromis** – du côté positif, le fait que des bailleurs expriment des préférences pour l'utilisation de leurs contributions a augmenté le montant total du financement disponible pour le FRH. Du côté négatif, réserver des fonds pour garantir que les préférences sont respectées a réduit le niveau de flexibilité et de disponibilité du financement du FRH.
- **Une structure de gouvernance indépendante est inestimable** – le FRH a pu poursuivre ses opérations, en dépit de cette instabilité, en partie parce qu'il dispose d'une structure de gouvernance qui est indépendante. Ainsi, pendant que le GH commençait à appliquer de nouvelles procédures et des dispositions de contrepartie, le Comité de pilotage du FRH, son Secrétariat, son Fiduciaire et ses Entités partenaires ont continué à fonctionner.

Comme noté dans la Déclaration conjointe des Bailleurs, l'année à venir représente un mi-parcours dans l'existence du FRH, et une opportunité d'évaluer la performance et d'explorer les options pour l'avenir. Une révision évaluera l'efficacité et l'efficacé du FRH tant en termes d'impact de développement que de performance opérationnelle, générant des leçons et des recommandations dans le processus. Un résumé des résultats de cet exercice sera présenté dans le prochain rapport annuel du FRH.



Des travailleurs fabriquant des briques de pavés à partir de débris recyclés. **Démolition et enlèvement des débris avec de la machinerie lourde**
Photo courtoisie du FRH

I. INTRODUCTION

Le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) est un fonds fiduciaire multi-bailleurs qui mobilise, coordonne et alloue du financement en appui au Plan d'Action du Gouvernement haïtien (GH) pour le Redressement National et le Développement. En mars 2010, le GH a demandé que l'Association pour le Développement International (IDA) de la Banque mondiale serve de Secrétariat et de Fiduciaire du Fonds.

Le FRH rassemble les contributions des bailleurs pour, sur demande du GH, financer des activités prioritaires approuvées par le Comité de pilotage du FRH. Il existe un processus rationalisé d'approbation des dons ainsi qu'une procédure accélérée pour les requêtes de moindre envergure dont le montant est inférieur à US\$ 1 million. Le FRH peut financer des activités telles que les infrastructures, les services, le développement communautaire, l'environnement, la génération de revenus, et l'appui budgétaire. Les activités sont mises en œuvre par une ou par plusieurs agences d'exécution et sont évaluées et supervisées par une Entité partenaire (La Société Financière Internationale (IFC), la Banque Interaméricaine de Développement, les Nations Unies ou la Banque mondiale).

Le FRH est gouverné par un Comité de pilotage présidé par le Ministre de l'Economie et des Finances et constitué d'un représentant du GH (le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe), des principaux bailleurs, des Entités Partenaires, du Fiduciaire, et d'observateurs de la société civile haïtienne, des gouvernements locaux, du secteur privé, de la Diaspora et d'organisations non gouvernementales internationales. Au cours de ses trois ans d'existence, le Comité de pilotage s'est réuni dix fois et a décidé d'allouer ou de réserver US\$ 274 millions pour 17 activités de reconstruction et de réserver près de \$ 100 millions pour des priorités anticipées.

ACCORD SUR UN NOUVEAU CADRE DE COOPÉRATION

Au cours de la période de juillet à septembre 2012, le nouveau Premier Ministre d'Haïti a demandé que les procédures du FRH soient amendées en vue de l'inclusion du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) comme nouvelle contrepartie du FRH, et d'un processus révisé d'approbation des dons. Le nouveau processus implique trois étapes pour la canalisation des requêtes de financement vers le FRH :

1. Les solliciteurs soumettent à l'évaluation du MPCE une Note Conceptuelle de Projet (NCP) via une agence gouvernementale.
2. Le Premier Ministre sélectionne les propositions évaluées à soumettre au Conseil des Ministres.
3. Le Conseil des Ministres approuve les requêtes de financement, lesquelles requêtes sont ensuite transmises par le MPCE au Secrétariat du FRH.

Une approche rationalisée pour les requêtes de financement visant l'appui budgétaire a été par la suite introduite, selon laquelle le Ministère de l'Economie et des Finances peut soumettre directement une requête au Conseil des Ministres. En attendant l'entrée en vigueur de ces nouvelles procédures, le Comité de pilotage a décidé de réserver US\$ 20 millions pour satisfaire les futures demandes d'appui budgétaire du Gouvernement.

RECOMMENCER À FINANCER LA RECONSTRUCTION

Pendant le dernier trimestre de 2012, des agences gouvernementales ont travaillé avec les Nations Unies et la BID à la préparation d'une douzaine de NCP à financer par le FRH. Ces NCP ont été évaluées par le MPCE et priorisées par le Premier Ministre en consultation avec le MPCE et le Ministère des Finances. Le 21 décembre 2012, le Conseil

des Ministres s'est réuni et a décidé de présenter au FRH une requête de US\$ 51 millions pour le financement de cinq activités prioritaires. Le Comité de pilotage du FRH a également approuvé la restructuration de trois projets en vue d'une meilleure utilisation des fonds alloués en appui aux priorités du Gouvernement haïtien.

CANALISATION DES RESSOURCES VIA LE GOUVERNEMENT

Pendant la seconde moitié de l'année fiscale, le FRH s'est concentré sur la sélection de moyens appropriés pour le financement des priorités gouvernementales. Le Comité de pilotage a décidé de réserver des fonds additionnels pour l'appui budgétaire, et le Ministre des Finances a promis que les activités prioritaires mentionnées ci-dessus seraient dans ce cas financées via le budget gouvernemental. En sa qualité d'Entité Partenaire, la Banque mondiale a alors préparé des opérations pour allouer jusqu'à US\$ 53 millions d'appui budgétaire (y compris US\$ 33 millions de cofinancement du FRH). En d'autres mots, après une période difficile d'instabilité, de négociation et de partenariat, le FRH est de retour!

STRUCTURE DU RAPPORT

Après trois ans d'existence, au lieu de continuer à mettre l'accent sur la mobilisation et l'allocation des ressources, le FRH (et ce rapport) se préoccupe désormais de la manière dont l'argent est dépensé et des résultats obtenus en termes de redressement et de développement. En conséquence, ce rapport commence avec des déclarations des principaux concernés (le Premier Ministre, le Président du Comité de pilotage et les principaux bailleurs). Les informations sur la troisième année d'opérations (Chapitre 2) et sur le statut financier du FRH (Chapitre 3) présentent le contexte général. La plus longue section de ce rapport traite du portefeuille d'activités du FRH et des résultats obtenus grâce à ces investissements (Chapitre 4). Elle est suivie de chapitres spécialisés sur l'exécution des activités de communication du FRH (Chapitre 5), d'une évaluation des leçons apprises et des prochaines étapes pour le FRH (Chapitre 6). Les annexes donnent des informations plus détaillées sur les activités individuelles et présentent une carte des lieux de mise en oeuvre des projets.

II. FRH: LA TROISIÈME ANNÉE D'OPÉRATIONS

La troisième année d'existence du Fonds de Reconstruction d'Haïti a été marquée par la revitalisation des opérations du FRH et de ses efforts d'allocation des ressources restantes. Le FRH s'est concentré sur la préparation et le traitement de nouvelles requêtes de financement, l'allocation des fonds disponibles et de réserve, la poursuite des efforts pour atteindre des résultats sur le terrain, la restructuration de projets pour mieux appuyer les priorités du Gouvernement en matière de reconstruction, et la préparation d'une Révision du FRH.

PROCESSUS D'APPROBATION DE DONS PAR LE FRH POUR LES PROJETS ET L'APPUI BUDGÉTAIRE

Après la nomination du MPCE comme nouvelle contrepartie du FRH en juin 2012, de nouvelles procédures pour la soumission, la révision et l'approbation des requêtes de financement ont été élaborées par le MPCE. Ces nouvelles procédures ont ensuite été utilisées et se sont avérées efficaces. Le MPCE a rempli ses fonctions de révision technique des propositions de projet en collaboration avec les ministères concernés. Pour coordonner le processus, un Comité de Révision a été mis en place par le MPCE, qui comprend sa Direction des Investissements Publics (DIP), son Secrétariat Technique de Coordination (STC), sa Direction de Coopération Economique et Sociale (DPES), son Unité d'Etudes et de Programmation (UEP), et sa Direction de Suivi et Evaluation des Programmes (DSEP). Le Comité de Révision valide toute requête de financement et transmet son analyse au Ministre de la Planification. Ce dernier consulte le Ministère de l'Economie et des Finances avant de soumettre des recommandations au Bureau du Premier Ministre (voir la Figure 2.1 : Processus du Gouvernement en matière de Soumissions à Approbation des Requêtes de Financement). Le Bureau du Premier Ministre fait ensuite ses recommandations au Conseil des Ministres pour prise de décision finale. Bien que ces procédures soient plus longues que les dispositions initiales, elles permettent d'assurer que les requêtes de financement présentées au FRH soient en accord avec les systèmes et les priorités du Gouvernement.

Le processus d'approbation des dons par le FRH consiste maintenant en six étapes comme indiqué dans la Figure 2.2 : Processus d'Approbation des Dons. Pour assurer un processus efficace, des standards de performance sont établis pour chacune des étapes du processus d'approbation relevant de la responsabilité du Secrétariat et du Comité de pilotage du FRH, et pour le transfert de fonds par le Fiduciaire aux Entités Partenaires. Les nouvelles procédures de soumission de requêtes de financement introduites en juin 2012 ne concernaient pas l'appui budgétaire qui, selon les anciennes procédures, était considéré comme un « projet ». Pour solutionner ce problème, de nouvelles procédures accélérées ont été élaborées par le Gouvernement selon lesquelles le MEF peut soumettre une requête d'appui budgétaire directement au Conseil des Ministres. Une fois approuvées, les minutes du Conseil des Ministres sont transmises au MPCE qui à son tour soumet la requête de financement au Secrétariat du FRH. Le Secrétariat du FRH transmet la requête de financement au Comité de pilotage pour prise de décision. Ces procédures sont importantes, car près de US\$ 50 millions ont été réservés pour l'appui budgétaire global par le Comité de pilotage du FRH.

DÉCISIONS RELATIVES AU FINANCEMENT

Dans le cadre des efforts du Gouvernement haïtien pour relancer le FRH après la désignation, en juin 2012, du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) comme nouvelle contrepartie du FRH, des agences gouvernementales ont travaillé avec des Entités partenaires à la préparation d'une douzaine de Notes Conceptuelles de Projet (NCP) pour la présentation de requêtes de financement au FRH. Ces NCP ont été évaluées par le MPCE et priorisées par le Premier Ministre en consultation avec le MPCE et le Ministère des Finances. Le 21 décembre, le Conseil des Ministres a approuvé cinq projets prioritaires à financer par le FRH, dont les NCP ont été ensuite soumises au Comité de pilotage. Ces projets (et les agences gouvernementales concernées) étaient : la création d'emplois (MPCE) ; le Centre National de Radiothérapie, Chimiothérapie et Médecine Nucléaire (MSPP) ; le renforcement d'Activités Cliniques, Communautaires et Pédagogiques à l'Hôpital Universitaire de Mirebalais (MSPP) ; la Réhabilitation de la Ligne de Transmission entre Péligre et Port-au-Prince (EdH) ; et l'Urbanisation de Canaan-Jérusalem (UCLBP). Le Comité de pilotage s'est réuni le 6 et le 20 février 2013 à Port-au-Prince pour étudier ces propositions.

Lors de la dixième réunion du Comité de pilotage du FRH (le 20 février 2013), la France a demandé de réserver un montant d'US \$ 28.57 millions pour l'appui budgétaire général, et US \$ 3.71 millions pour un projet d'éducation. Cette requête a été approuvée par le Comité de pilotage, en plus de la requête des Etats Unis de réallouer US\$ 7.5 millions de l'appui budgétaire ciblé à un projet d'énergie. En conséquence, la réserve financière du FRH a été augmentée d'US \$ 32.28 millions, passant d'US \$ 47.5 millions à US \$ 99.78 millions. Pour financer les cinq projets prioritaires présentés par le Gouvernement, le Président du Comité de pilotage du FRH a proposé que le Gouvernement utilise les \$ 48 millions réservés à l'appui budgétaire global une fois que les fonds auront été transférés au Trésor public. Au cours de cette même réunion du Comité de pilotage, la requête de financement d'un montant total d'US \$ 51 millions pour les cinq projets est passée à US\$ 46.8 millions, suite à une réduction de la requête d'US \$ 10 millions à US \$ 5.8 millions pour le projet de création d'emplois.

Avant la dixième réunion du Comité de pilotage, un montant d'US\$ 22.5 millions était réservé pour une opération d'appui budgétaire ciblé. Compte tenu des défis techniques du financement d'un appui budgétaire ciblé, le Comité de pilotage a approuvé la demande des Etats-Unis de réallouer US\$ 7.5 millions de l'appui budgétaire ciblé à un projet dans le secteur de l'énergie.

Obtenir des Résultats grâce à une mise en œuvre solide du Programme

La mise en œuvre du programme s'est poursuivie du manière continue au cours des douze derniers mois, avec un niveau de décaissement en augmentation au niveau des projets, passant de US\$ 94 millions en 2010 à US\$ 144 millions en 2013, soit un taux de décaissement de 56% au niveau projet au cours de la troisième année. Entre la première et la troisième année, les décaissements ont augmenté de 53% : ils sont passés de 15% du total des fonds approuvés pendant la première année à 56% du total des fonds approuvés pendant la troisième année. Des 17 projets approuvés, représentant une enveloppe totale d'US \$ 274.1 millions, il y en a sept dont les fonds ont été totalement décaissés, neuf autres sont en cours d'exécution (dont trois ont été restructurés) et un est en préparation. Au moment de l'impression de ce rapport, quatre nouvelles Notes Conceptuelles de Projet pour financement du FRH (totalisant US\$ 61.71 millions) attendaient l'approbation du Conseil des Ministres. Les activités au niveau des projets et les niveaux de décaissement varient selon l'Entité Partenaire. Les taux de décaissements ont été de 77% pour l'ONU, 43% pour la Banque mondiale, et 14% pour la BID.

Le Comité de pilotage a approuvé la restructuration de trois projets afin que les fonds alloués répondent plus efficacement aux priorités du Gouvernement haïtien. La restructuration de ces projets – Le **Projet de Reconstruction de Logements de Quartiers** (US\$ 65 millions ; Banque mondiale), le **Fonds de Garantie Partielle du Crédit** (US\$ 12.6 millions ; Banque Interaméricaine de Développement) et l'**Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud** (US\$ 14 millions ; Banque Interaméricaine de Développement) devrait contribuer à l'accélération des décaissements par la BID et la Banque mondiale l'an prochain. D'autres détails sur le statut des projets, les difficultés d'exécution et les principaux résultats se trouvent dans le Chapitre 4 : Portefeuille et Résultats du FRH, et en Annexe 1.

Tableau 2.1: Décisions du Comité de pilotage du FRH pendant la troisième année d'opérations

- Augmenter les réserves financières d'USD 32.28 millions, à un total d'USD 99.78 millions.
- Utiliser US\$ 7.5 millions des Réserves Financières (initialement destinées à l'appui budgétaire ciblé) pour un projet dans le secteur de l'énergie, et (2) ajouter un montant additionnel de US\$ 5 millions aux Réserves Financières pour un projet dans le secteur de l'Énergie quand ces fonds auront été reçus des Etats Unis.
- Le GH entend utiliser les US\$ 48 millions réservés pour l'appui budgétaire pour le financement des cinq projets proposés soumis au FRH.

COMMUNICATION

Pour augmenter la visibilité des programmes et des résultats du FRH, le Secrétariat a développé de nouveaux produits au cours de l'année dernière, y compris des spots vidéo et radio. Ces produits renforceront la visibilité du FRH en disséminant de manière plus efficace les résultats indiqués dans les rapports transmis par les Entités partenaires au Secrétariat. Des détails sur certaines des activités entreprises sont disponibles dans le Chapitre 5 de ce rapport. Le FRH continuera à investir dans la communication avec les concernés et sur la visibilité des programmes qu'il finance.

Parmi les principaux résultats obtenus pendant la troisième année via le financement du FRH, peuvent être cités :

- Près de 11,000 ménages ont déménagé dans des maisons répondant aux normes de base de sécurité et 50 camps ont été fermés, grâce au financement par le FRH du Projet 16/6, et un financement complémentaire du Gouvernement canadien ;
- 6121 ménages de plus ont bénéficié d'une subvention de leurs loyers pour laisser les camps dans le cadre du Projet de Reconstruction des Quartiers supervisé par la Banque mondiale ;
- 1307 ménages ont bénéficié d'un appui pour la réparation de 827 maisons endommagées ;
- 492 lampadaires solaires ont été installés dans 8 quartiers via le projet 16/6, avec pour résultat une amélioration de la sécurité dans les quartiers ciblés ;
- 10 agences techniques ont été créées pour doter les 10 municipalités les plus affectées par le séisme de la capacité de coordonner les activités des partenaires, de planifier, de faire le suivi de la reconstruction et du développement locaux, et d'informer les communautés ;
- 24,363 emplois temporaires ont été créés dans le cadre de la gestion des débris dans les zones les plus frappées par le séisme. 8,320 de ces travailleurs (34%) étaient des femmes ;
- 914,537 mètres cube de débris ont été éliminés dans des zones difficiles d'accès à Pétion-Ville, Turgeau, Bel Air, Fort National et Carrefour Feuilles ;
- 367,000 pavés et près de 18,000 tuiles ont été produits à partir de débris recyclés en provenance de ces quartiers ;
- 450 m² de rues ont été réhabilités à Pétion-Ville et à Turgeau à l'aide de débris recyclés et d'autres rues ont été réhabilités à Carrefour Feuilles à l'aide de pavés faits de débris recyclés ;
- 1300 acres ont été reboisées de différentes espèces d'arbres pour éviter l'érosion des collines et protéger les communautés dans le département du Sud ;
- Plus de 15 kilomètres de murs de gabion, ravines et digues ont été construits pour réduire les risques de désastre aux Cayes et dans des communautés avoisinantes ;
- Plus de 31 kilomètres de canaux d'irrigation et de drainage ont été nettoyés pour réduire les risques d'inondation dans le département du Sud ;
- 144,000 plantules de bananiers ont été distribuées à des agriculteurs pour améliorer la sécurité alimentaire ;
- 80,000 uniformes, plus de 52,000 kits scolaires, et 50,000 manuels scolaires ont été distribués pendant l'année académique 2012/13 ;
- La construction de trois laiteries et centres de service à Côte de Fer, Torbeck et Thomazeau est en voie d'achèvement, et l'inauguration de ces installations est programmée pour septembre 2013.

Figure 2.1 Procédures au niveau du Gouvernement pour la soumission des demandes de financement pour approbation

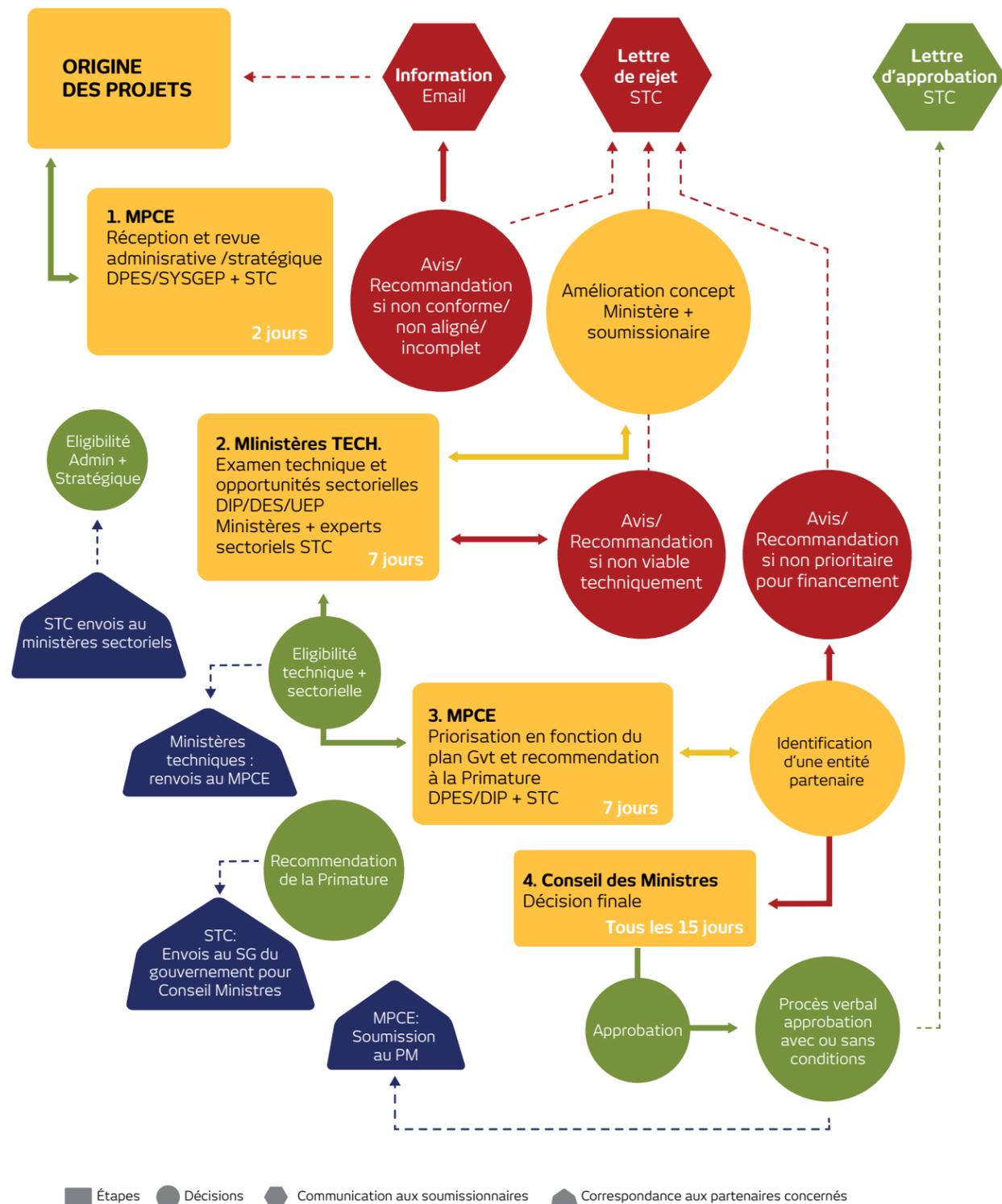
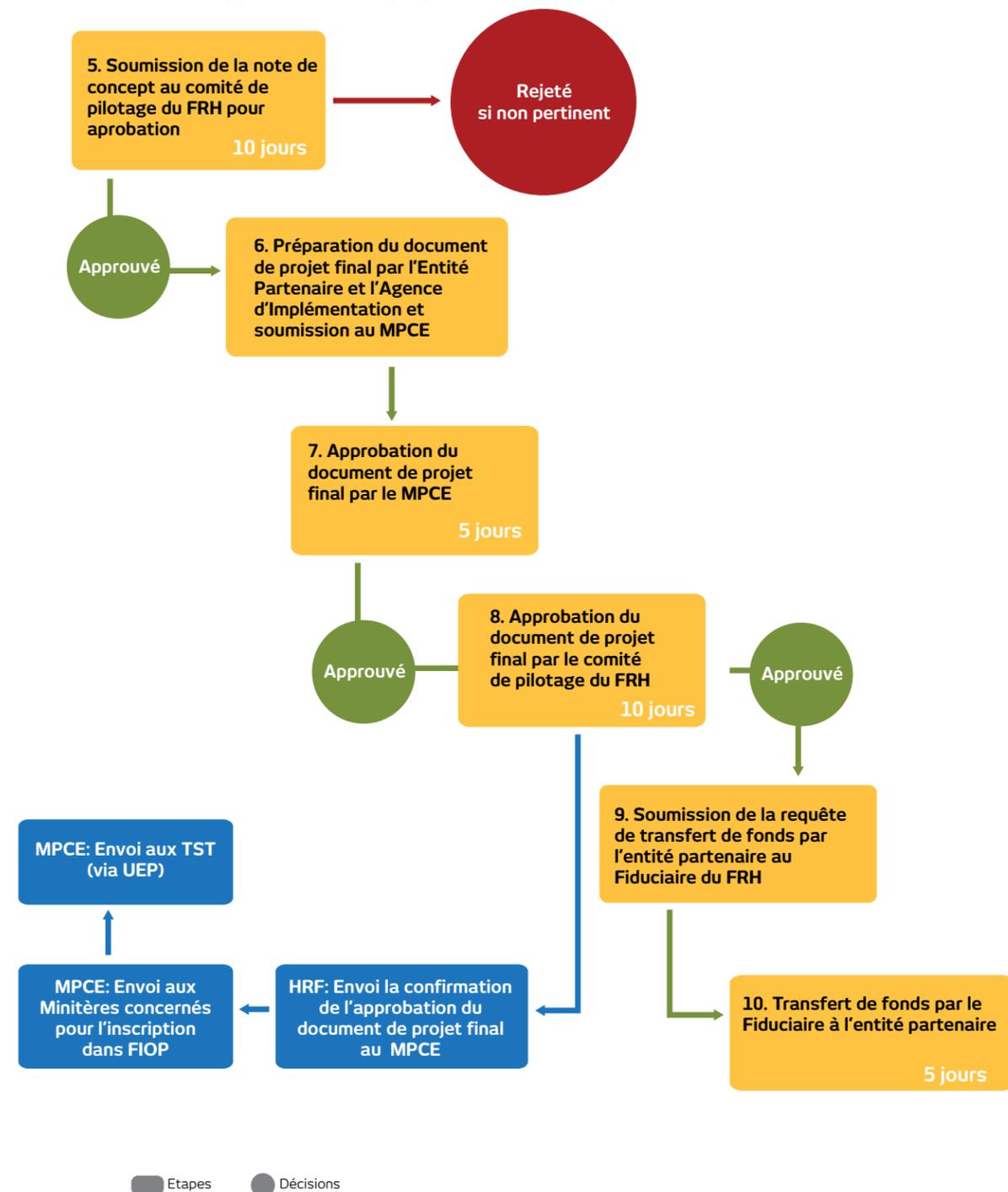


Figure 2.2 Procédures d'approbation des projets du FRH mis à jour





9^{ème} rencontre du Comité de Pilotage du FRH, le 10 février 2013

Photo courtoisie du FRH

III. STATUT FINANCIER DU FRH

ASSISTANCE INTERNATIONALE À HAÏTI SUITE AU SÉISME

Lors de la Conférence Internationale des Bailleurs intitulée « Vers un Nouvel Avenir pour Haïti », qui s'est tenue à New York le 31 mars 2010, 55 bailleurs bilatéraux et multilatéraux se sont engagés à verser \$ 5.37 milliards d'aide à Haïti entre 2010 et 2012³. Au mois de décembre 2012, \$ 3.01 milliards, soit 56 pour cent, ont été décaissés. Des 55 bailleurs qui ont promis leur financement à la Conférence de New York, 19 ont canalisé une partie, sinon tous les fonds promis, via le FRH pour un engagement total de \$ 396 millions. Le financement canalisé via le FRH au 30 juin 2013 représente 13 pour cent du total des fonds décaissés pour la reconstruction post-séisme.

STATUT FINANCIER

Pendant sa troisième année d'opérations, le FRH n'a reçu aucune nouvelle contribution des bailleurs en dépit des efforts du Secrétariat pour travailler avec le Gouvernement à la mobilisation de contributions additionnelles, mais il a continué à allouer des fonds selon les décisions du Comité de pilotage. A date, un total de 19 bailleurs se sont engagés à faire une contribution d'une valeur équivalant à US\$ 396 millions, dont US\$ 381 millions ont été reçus (voir Tableau 3.1). Le Comité de pilotage a approuvé plusieurs demandes, y compris une requête d'augmentation des Réserves Financières de \$ 47.5 millions à 99.78 millions (une augmentation de 110%). De ce montant, 49% (\$ 48.57 millions) sont maintenant réservés pour l'appui budgétaire général qui devient, en lieu et place de la gestion des débris, le deuxième plus grand secteur financé par le FRH après le logement. \$ 5 millions sont encore attendus des Etats Unis, et \$ 10 millions de l'Espagne. Les membres dotés du droit de vote au Comité de pilotage (i.e., bailleurs qui ont fait une contribution d'au moins \$ 30 millions) sont le Brésil, le Canada, la France, le Japon, la Norvège, l'Espagne, et les États Unis.

Au 30 juin 2013, le total des ressources cumulées se chiffrait à US\$ 382.43 millions, dont \$ 381.05 millions de contributions reçues des bailleurs et \$ 1.38 million de revenu de placement gagné sur les soldes non décaissés. Le revenu de placement de 2013 représente un rendement de 0.12%⁴ sur le portefeuille des liquidités du FRH pendant l'année calendaire jusqu'au 30 juin 2013. Du total des ressources cumulées d'US \$ 382.43 millions, \$ 278.95 millions ont été transférés aux Entités partenaires, au Secrétariat et au Fiduciaire pour des projets, des frais et des coûts administratifs. De plus, US\$ 15 millions sont en attente de transfert de cash, dont US\$ 10 millions de l'Espagne pour l'appui budgétaire et US\$ 5 millions des Etats Unis pour un projet d'énergie. Du solde de US\$ 118.49 millions, US\$ 99.78 millions sont réservés par décision du Comité de pilotage pour : l'appui budgétaire général (US\$ 48.57 millions), un projet dans le secteur de l'énergie (US\$ 7.5 millions), un projet dans le secteur de l'éducation (US\$ 3.7 millions), et le barrage de l'Artibonite 4C (US\$ 40 millions). (Voir le Tableau 3.3 pour une ventilation des Réserves Financières). Bien que ces fonds soient pour l'instant réservés pour ces projets en particulier, il ne s'agit pas là d'une décision ferme de financement et le Comité de pilotage peut revenir sur sa décision. Le Comité de pilotage, sur demande du Gouvernement haïtien, pourrait décider de libérer ces fonds pour financer d'autres programmes prioritaires pour la reconstruction. US\$ 3.71 millions restent disponibles sans restriction pour de futures décisions de financement. (Voir le Tableau 3.2 : Grille des Fonds Disponibles).

³ Programme total d'assistance, sans l'allègement de la dette

⁴ Taux de rendement non annualisé.

Tableau 3.1 Statut des Contributions

Mis à jour au 30 juin 2013 (en US\$ millions)

Bailleur	Contribution Effective			Recettes	
	Monnaie Contribution	Montant de la Contribution a/	Eq USD	Montant reçu b/	Eq USD
Australie	AUD	10.00	8.56	10.00	8.56
Brésil	USD	55.00	55.00	55.00	55.00
Canada	CAD	46.30	45.50	46.30	45.50
Colombie	USD	4.00	4.00	4.00	4.00
Chypre	USD	0.10	0.10	0.10	0.10
Estonie	USD	0.05	0.05	0.05	0.05
Finlande	EUR	1.40	1.84	1.40	1.84
France	EUR	24.82	32.28	24.82	32.28
Irlande	EUR	1.00	1.33	1.00	1.33
Japon	USD	30.00	30.00	30.00	30.00
Lettonie	LVL	0.03	0.06	0.03	0.06
Norvège	NOK	274.00	44.27	274.00	44.27
Nigeria	USD	5.00	5.00	5.00	5.00
Oman	USD	5.00	5.00	5.00	5.00
State and Peace Building Fund	USD	2.00	2.00	2.00	2.00
Espagne	USD	30.00	30.00	20.00	20.00
Suède	SEK	25.00	3.75	25.00	3.75
Thaïlande	USD	2.30	2.30	2.30	2.30
Etats-Unis	USD	125.00	125.00	120.00	120.00
Total USD équivalent			396.05		381.05

a/ par Accord d'Administration des signataires ou monnaie d'origine

b/ en monnaie de contribution

DÉCISIONS RELATIVES AU FINANCEMENT

Le Comité de pilotage du FRH décide de toutes les allocations de financement en réponse aux requêtes du Gouvernement haïtien. En 2013, le Comité de pilotage a réservé US\$ 32.28 millions pour l'appui au prochain budget et pour des activités dans les secteurs de l'éducation et de l'énergie, US\$ 266,000 pour une révision du FRH, et US\$ 892,000 pour les dépenses administratives du Fiduciaire et du Secrétariat pour l'année fiscale 2014. Pour les décisions de financement cumulées relatives à des projets, voir le Tableau 3.4. Du total du financement approuvé pour les projets, US\$ 259.1 millions ont été engagés par le Fiduciaire pour les Entités partenaires concernées sur la base de l'approbation de tous leurs documents de projet, et US\$ 15 millions ont été réservés en attendant l'approbation/non objection du Comité de pilotage pour un projet de cantine scolaire. En ce qui concerne le financement global alloué, les frais des Entités partenaires et les coûts administratifs du Secrétariat et du Fiduciaire représentent 5% du total des allocations (voir Figure 3.1) et seulement 4% par rapport au total des contributions à date. Un pour cent des fonds reçus par le Fiduciaire n'est pas encore alloué.

Figure 3.1 Allocation des Ressources du FRH pour des projets, Frais des EP et Coûts Administratifs
(en millions de US\$) avec des pourcentages



DÉCAISSEMENTS DES ENTITÉS PARTENAIRES

Au 30 juin 2013, le Comité de pilotage a avalisé 17 Notes Conceptuelles de Projet représentant un financement total d'US \$ 274.1 millions. Le Comité de pilotage a donné son approbation finale à 17 de ces projets. Le Fiduciaire du FRH a transféré un total d'US \$ 259 millions aux trois Entités partenaires en charge de l'appui à l'exécution et de la supervision. La majorité du financement des projets – US\$ 128 millions, soit 49 pour cent – passe par l'ONU pour dix projets. La Banque mondiale, en sa qualité d'Entité partenaire, a reçu \$ US 90 millions pour deux projets, ce qui représente 35 pour cent du total des fonds transférés pour les projets ; et la BID sert d'Entité partenaire pour quatre projets pour un total de US\$ 42 millions, soit 16% de l'enveloppe totale des projets (voir la Figure 3.2).

Les décaissements au niveau des projets varient selon l'Entité partenaire, pour la troisième année d'opérations du Fonds. **US\$ 144 millions du total d'US \$ 259 millions transférés aux Entités partenaires ont été décaissés au bénéfice des bénéficiaires sur le terrain.** Cela représente un taux de décaissement de 56 pour cent, comparé à un taux de décaissement de 18 pour cent pour la première année du Fonds et de 36 pour cent pour la deuxième année.

Au 30 juin 2013, US\$ 128 millions étaient alloués à l'ONU en sa qualité d'Entité partenaire, dont \$ 98.9 millions ont été décaissés ; US\$ 42 millions à la BID, dont US\$ 6 millions ont été décaissés ; et US\$ 90 millions à la BM, dont US\$ 39 millions ont été décaissés (voir la Figure 3.3).

Cela représente un taux de décaissement de 77%, 14% et 43%, respectivement. La Figure 3.4 compare le taux de décaissement en pourcentage du total des fonds transférés à chacune des Entités partenaires entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2013.

L'an dernier l'ONU a enregistré la plus forte augmentation du taux de décaissements pour les projets, de 48% à 77% du total des fonds reçus pour les projets.

Le faible taux de décaissement de la BID peut être expliqué en partie par l'évolution des exigences dans les besoins de reconstruction résultant de la restructuration de deux des trois projets supervisés par la BID – le Programme de Fonds de Garantie de Crédit Partiel et le Projet de diminution des Désastres Naturels dans le Département du Sud. La Banque mondiale a connu des retards similaires causés par la restructuration du Projet de Reconstruction des Logements et des Quartiers de Port-au-Prince.

Tableau 3.2 Grille des Fonds Disponibles

Au 30 juin 2013	Total (US\$)
Contributions de bailleurs signées	396,000,000
Cash reçu plus revenu d'investissement	382,430,000
Fonds transférés pour 16 projets (frais inclus)	259,080,000
Fonds réservés pour 1 projet (cantine scolaire)	15,000,000
Fonds réservés par le Comité de pilotage	99,780,000
Budget Administratif	4,870,000
Fonds disponibles en appui aux décisions de financement	3,700,000

Table 3.3 Ventilation des Réserves Financières

Item	Total (US\$)	Date prévue d'approbation par le CP	Sous-total des réserves (US\$)
Appui budgétaire HT AF14	10,000,000	Sept-13	86,780,000
Projet Education	3,710,000	Sept-13	83,070,000
Appui Budgétaire HT AF14	13,000,000	Sept-13	63,070,000
Projet Energie	7,500,000	Sept-13	55,570,000
Appui budgétaire HT AF15	25,570,000	2014	40,000,000
Barrage Artibonite 4C	40,000,000	Inconnue	-
Total des fonds réservés par le Comité de pilotage	99,780,000		

Tableau 3.3 Décisions de Financements Accumulées

Mis à jour au 30 juin 2013 (en millions USD)

Projets	Titre	Entité Partenaire	
	Opération d'Appui à la Politique de Développement d'Urgence en Haïti	BM	25.00
	Programme pour la Mise en Place d'un Fonds de Garantie de Crédit Partiel	BID	12.50
	Projet de Gestion de Débris	ONU	15.68
	Programme de Développement Durable pour le Sud-Ouest d'Haïti	ONU	7.40
	Réduction des Risques de Désastres dans le Département du Sud	ONU	7.40
	Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud	BID	14.00
	Reconstruction du Secteur Education	BID	10.00
	Renforcement des Capacités en Gestion des Risques de Désastres	ONU	1.89
	Démolition et Enlèvement de Débris avec de la Machinerie Lourde	ONU	65.00
	Projet de Reconstruction des logements et quartiers à Port-au-Prince	BM	65.00
	Projet d'Appui à la Reconstruction de Logements et de Communautés	ONU	22.83
	Plan de Prévention des Séisme pour le Grand Nord d'Haïti	ONU	9.22
	Programme de Renforcement des Capacités de la CIRH	ONU	0.93
	Opération d'Appui Budgétaire Ciblé a/	BM	15.00
	16 Quartiers, 6 Camps	ONU	27.76
	Développement de la Production et du Traitement du Lait en Haïti	ONU	1.85
	Appui à la Mise en Œuvre du Plan d'Éducation et de Réforme en Haïti	BID	5.00
		Sous-total	264.58
Frais	Projet de Gestion de Débris	ONU	1.27
	Programme de Développement Durable du Sud-Ouest d'Haïti	ONU	0.60
	Réduction des Risques de Désastres dans le Département du Sud	ONU	0.60
	Renforcement des Capacités pour la Gestion des Risques de Désastres	ONU	0.11
	Démolition et Enlèvement des Débris avec de la Machinerie Lourde	ONU	1.87
	Projet d'Appui à la Reconstruction de Logements et de Communautés	ONU	1.84
	Plan de Prévention de Séisme pour le Grand Nord d'Haïti	ONU	0.74
	Renforcement des Capacités de la CIRH	ONU	0.07
	16 Quartiers, 6 Camps	ONU	2.24
	Développement de la Production et du Traitement du Lait en Haïti	ONU	0.15
		Sous-Total	9.50
Budgets	FY11 Secrétariat		1.05
Administratifs	FY11 Fiduciaire		0.45
	FY12 Secrétariat		1.00
	FY12 Fiduciaire		0.30
	FY13 Secrétariat		0.85
	FY13 Fiduciaire		0.18
	FY14 Secretariat		0.78
	FY14 Trustee		0.12
	Mid-Term Evaluation		0.27
		Sub-total	4.87

a/ Les montants ont été mis de côté après approbation par le Comité de pilotage du FRH de la Note Conceptuelle de Projet et sont sujets d'approbation par non-objection des documents de projets complets par le Comité de pilotage.



Distribution de badges d'identification par la commission de logement (UCLBP). **16 Quartiers/6 Camps**
Photo courtoisie de l'ONU

RESPECT DES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT ET DES PRÉFÉRENCES DES BAILLEURS

Le gouvernement reçoit, étudie et approuve toutes les décisions d'allouer des fonds avant l'approbation finale du Comité de pilotage. Cela permet d'assurer que ces décisions sont en ligne avec le Plan d'Action du Gouvernement pour le Redressement et le Développement, et d'autres politiques et priorités de développement pertinentes. Les bailleurs peuvent exprimer leurs préférences en ce qui concerne l'utilisation de leurs contributions au FRH via une lettre au Président du FRH. Le FRH a répondu aux priorités exprimées par huit de ses 19 bailleurs, comme le démontre le Tableau 3.5.

Figure 3.2
Total des transferts aux Entités partenaires (en millions de US\$)

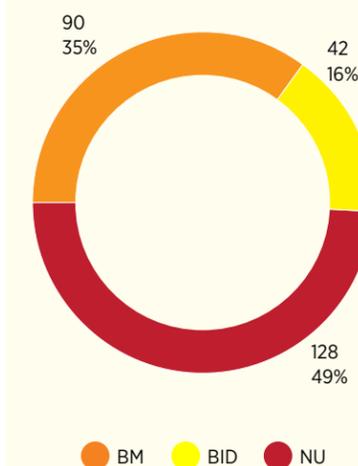


Figure 3.3
Décassements pour les projets par les Entités partenaires au 30 juin 2013 (en millions de US\$, avec les pourcentages)

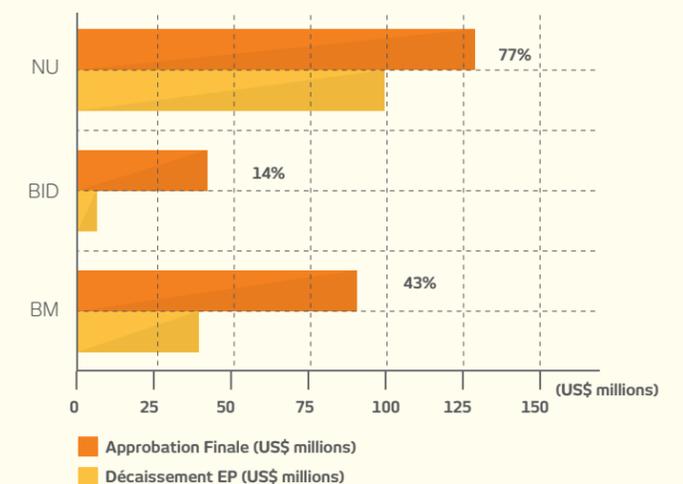


Tableau 3.5 Survol des Préférences des Bailleurs

Au 31 juillet 2013

Bailleur	Total Contribution a/ (US\$ millions)	Contribution à préférence (US\$ millions)	Contribution sans préférence (US\$ millions)	Détails sur la préférence	Projets correspondant à une Préférence
Bésil	55.00	55.00	-	Appui budgétaire (\$ 15m) Barrage Artibonite 4C (\$ 40m)	Opération de Politique de Développement d'Urgence (\$ 25m) Réserve financière pour barrage Artibonite 4c (\$ 40m)
Canada	45.50	15.00	30.50	Appui Budgétaire Ciblé - Education & Agriculture (\$ 15m)	Projet d'Appui Budgétaire Ciblé (\$ 7.5m Agriculture/\$ 7.5m Education)
Finlande	1.84	1.84	-	Appui Budgétaire Ciblé - Salaires enseignants (\$ 0.92m) Secteur Education (\$ 0.92m)	Projet d'Appui Budgétaire Ciblé (\$ 7.5m Agriculture/\$ 7.5m Education) Reconstruction du Secteur Educatif (\$ 10m)
France	32.28	32.28	-	Appui budgétaire (\$ 28.57m) Education (\$ 3.79m)	Opération de Développement d'Urgence (\$ 25m) Appui à la mise en œuvre du Plan et Réforme de l'Education en Haïti (\$ 5m). Requête à venir pour l'appui budgétaire (\$ 10m et \$ 13m)
Japon	30.00	30.00	-	Education et Développement des capacités (\$ 15m) Santé et Soins Médicaux, Alimentation et Agriculture, et élimination des débris (\$ 15m)	Reconstruction du Secteur Education (\$ 10m) Appui à la mise en œuvre du plan et de la réforme de l'éducation en Haïti (\$ 5m) Développement de la production et de la transformation du lait en Haïti (\$ 2m) Projet d'Appui Budgétaire Ciblé (\$ 7.5m Agriculture/\$ 7.5m Education) Programme de développement des capacités du CIRH (\$ 1m) Démolition et élimination des débris à l'aide d'engins lourds (\$ 25m) Projet de Gestion des Débris (\$ 16.95m)
Norvège	44.27	30.00	14.27	Appui au Sud-Ouest d'Haïti (\$ 15 m) Appui budgétaire (\$ 15m)	Réduction des Risques de Désastre dans le Département du Sud (\$ 8m), Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud (\$ 14m) Programme de Développement Durable du Sud-Ouest d'Haïti (\$ 8m) Opération de Politique de Développement d'Urgence (\$ 25m) Opération de Politique de Développement d'Urgence (\$ 25m)
Espagne	30.00	20.00	10.00	Appui budgétaire (\$ 20m)	
Etats Unis	125.00	125.00	-	Reconstruction Logement (\$ 65m) Débris (\$ 25m) Fonds de Garantie Partielle du Crédit (\$ 12.5m) Réforme Education (\$ 10m) Energie (\$ 12.5m)	Projet de reconstruction de Logement dans des Quartiers à Port-au-Prince (\$ 65m). Démolition et Elimination de débris à l'aide d'engins lourds (\$ 25m) Programme pour l'établissement d'un Fonds de Garantie Partielle du Crédit (\$ 12.5m) Reconstruction du Secteur Education (\$ 10m) Réserve Financière pour un projet dans secteur Energie (\$ 7.5m)
Total USD équivalent	363.89	309.12	54.77		

a/ Total contributions par Accords/Dispositions Administratives Contresignés



Une unité de développement régional, financée par le FRH, dans un exercice de planification.

Programme d'appui à la reconstruction de logements et de communautés

Photo courtoisie du FRH

COÛTS ADMINISTRATIFS

Le FRH est déterminé à maintenir ses coûts administratifs à un niveau modéré afin de maximiser le montant du financement disponible pour des activités de reconstruction. A date, les coûts administratifs représentent 1.7% des allocations du FRH et à peine plus de 1% du total des contributions.

Le Tableau 3.6 présente les grandes lignes du budget administratif total pour l'AF 14 pour le Secrétariat et le Fiduciaire. Le budget total pour l'AF 14 approuvé par le Comité de pilotage pour ces deux fonctions est d'US \$ 892,000. Le budget pour l'AF 14 est légèrement plus élevé que les Dépenses Réelles de l'AF 13, suite à un déficit des dépenses du Secrétariat et du Fiduciaire pour l'AF 13 d'US \$ 207,548 (soit 20% du budget approuvé). Les épargnes de l'AF 13 s'attribuent: (a) à la capacité du personnel du Secrétariat de charger une partie de leur temps sur d'autres activités non financées par le FRH ; (b) à l'impossibilité d'imputer l'achat d'un véhicule de remplacement au budget de l'an dernier ; et (c) attribution de contrats de service sur base concurrentielle.

Tableau 3.6 Total des Budgets Approuvés pour l'AF 13 et l'AF 13 et des dépenses réelles de l'AF 13

	Budget Approuvé AF14	Dépenses réelles AF13	Budget Approuvé AF13
Secrétariat	776,000	696,452	845,000
Fiduciaire	116,000	123,000	182,000
Total	892,000	819,452	1,027,000

Comme illustré dans la Figure 3.5, le budget administratif annuel pour le Secrétariat et le Fiduciaire du FRH indique un déclin régulier de 47 pour cent du budget, passant d'US \$ 1, 685,000 pour l'AF 11 à US \$ 892,000 pour l'AF 14.

Figure 3.4 Evolution des taux de Décaissement des Entités partenaires
(en pourcentage du montant transféré aux EP)

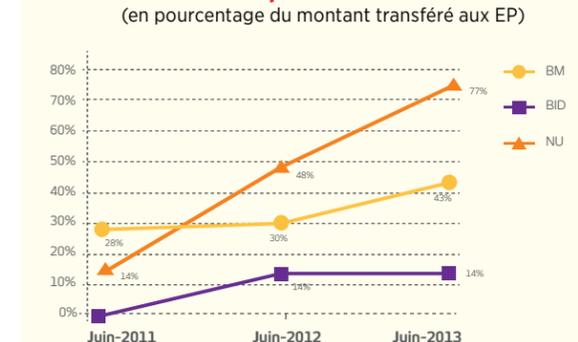
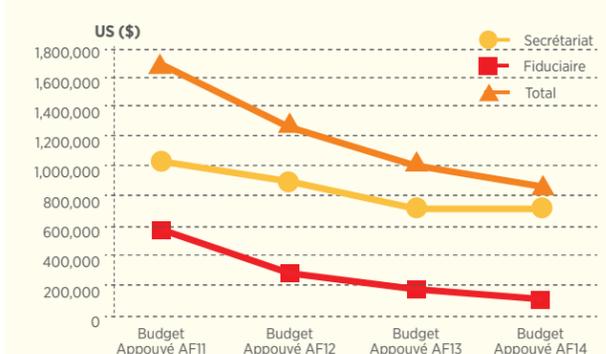


Figure 3.5 Evolution des Coûts Administratifs du FRH





Réhabilitation d'un canal à Morne Hébo. 16 quartiers /6 Camps
Photo courtoisie de l'ONU

IV. PORTEFEUILLE, PERFORMANCE ET RÉSULTATS DU FRH

PORTEFEUILLE

Pendant sa troisième année d'opérations, le FRH a gardé un portefeuille de 17 projets représentant une enveloppe totale de \$ 274 millions (voir le Tableau 4.1 : Portefeuille du FRH). Pour sept projets (Opération de Politique de Développement d'Urgence d'Haïti, Développement des capacités du CIRH, Développement des capacités de Gestion des Risques de Désastre, Réduction des Risques de Désastre dans le Département du Sud, Projet de gestion des débris, Démolition et élimination des débris à l'aide d'engins lourds, et Programme de développement durable du Sud-Ouest d'Haïti) les fonds ont été totalement décaissés, neuf projets sont en cours d'exécution (dont trois ont été restructurés) et cinq attendent l'approbation du Gouvernement. US\$ 144 millions du financement alloué par le FRH a été décaissé par les agences d'exécution pour les projets appuyés par le FRH.

Tableau 4.1 Portefeuille du FRH (Projets achevés listés par ordre de date d'approbation par le Comité de pilotage et projets actifs par ordre décroissant de décaissement)

Nom du Projet	Montant Total Projet (US\$ millions)	Contribution FRH (US\$ millions)	Objectif de Développement du Projet	Entité Partenaire	Date d'approbation par le Comité de pilotage	Décaissé (%)
Projets Achevés						
Programme de renforcement des capacités à la CIRH	1	1	Le projet vise à renforcer les capacités opérationnelles de la CIRH en améliorant les volets communication, juridique et les processus de gestion de l'information pour la révision et le suivi des projets et tout autre besoin de renforcement des capacités nécessaires au bon fonctionnement de l'institution.	ONU	5-Avr-11	100%
Opération d'Appui à la Politique de Développement d'Urgence	55	25	Appui au renforcement de la responsabilisation et de la transparence dans la gestion des ressources publiques dans le contexte de la reconstruction	BM	17-Juin-10	100%
Projet de Gestion de Débris (Débris I)	16.95	16.95	Contribution à la réhabilitation des zones urbaines de Port au Prince par la mise en place d'un système de collecte, triage, et recyclage de débris	ONU	17-Août-10	100%
Projet de Réduction de désastres dans le Département du Sud	11	8	Contribue à la réduction des risques grâce au développement et la gestion des bassins versants, la création d'emploi et le développement de l'agriculture dans le Département du Sud	ONU	21-Oct-10	100%
Programme de Développement Durable dans le Sud-Ouest d'Haïti	12.55	8	Première phase d'un programme de développement et redressement durable sur 20 ans de la péninsule du Sud-Ouest	ONU	21-Oct-10	100%

Nom du Projet	Montant Total Projet (US\$ millions)	Contribution FRH (US\$ millions)	Objectif de Développement du Projet	Entité Partenaire	Date* d'approbation par le Comité de pilotage	Décaissé (%)
Renforcement des Capacités pour la Gestion des risques de Désastres	2	2	Augmenter la capacité du Gouvernement de prévoir et de gérer les risques de désastres en renforçant la capacité du Département de la Protection Civile et en réhabilitant et construisant des centres d'évacuations dans les zones prioritaires	ONU	15-Dec-10	100%
Démolition et Enlèvement des Débris avec la Machinerie Lourde (Débris II)	25	25	Démolition des bâtiments et enlèvement des débris avec la machinerie lourde afin d'accélérer la construction d'abris et de maisons pour permettre le relogement des personnes déplacées.	ONU	15-Dec-10	100%
Projets Actifs						
16 Quartiers/ 6 Camps	51.5	30	Ce programme intégré vise à réhabiliter les quartiers d'origine des familles de déplacés résidant dans six camps prioritaires de Port-au-Prince, Delmas et Pétiion Ville afin d'offrir aux déplacés ainsi qu'aux résidents des quartiers des solutions de logement durables et des conditions de vie améliorées à travers un meilleur accès aux services de base et des moyens de subsistance.	ONU	30-Août-11	69%
Reconstruction du Secteur Educatif	81	10	Appuyer le Gouvernement en assurant que les conditions nécessaires sont en place pour reconstruire le secteur éducatif dans les 20 prochaines années et œuvrer à créer un système éducatif financé par le secteur public	BID	15-Déc-10	61%
Projet de développement de la production et de la transformation du lait en Haïti	2	2	L'objectif du projet est la création de 30 usines de transformation laitière (6 d'entre elles avec des unités de production de fromage), gérées par les organisations d'agriculteurs. En outre, le projet permettra de fournir du lait et du fromage à des programmes de cantine scolaire.	ONU	31-Oct-11	56%
Programme d'appui à la reconstruction de logement et de communautés	30.77	24.67	L'objectif de ce Programme est de fournir certains des outils et systèmes de bases dont le gouvernement central, local, et leurs partenaires ont besoin pour programmer et gérer les ressources promises pour le logement et la reconstruction de communautés.	ONU	1-Mar-11	56%
Plan de prévention de séisme pour le grand Nord d'Haïti	9.96	9.96	L'objectif du Plan est de réduire la vulnérabilité des départements du Nord-Est, Nord, et Nord-Ouest face à la menace sismique en renforçant la résilience des infrastructures et des populations dans le but de minimiser les pertes économiques et en vies humaines lors d'événements futurs.	ONU	1-Mar-11	24%
Projet de Reconstruction des Logements et Quartiers à Port-au-Prince	65	65	Permettre le retour des personnes déplacées dans leurs communautés en investissant dans des programmes de réaménagement urbain dans les communautés gravement touchées par le séisme à Port-au-Prince et en appuyant la reconstruction des maisons et des infrastructures de ces communautés	BM	15-Déc-10	22%

Soutien à la mise en œuvre du Plan Opérationnel 2010-15 et à la Réforme de l'éducation en Haïti	55	5	Ce projet vise à améliorer l'employabilité des jeunes et à renforcer la base de ressources humaines dans les différents départements en réformant des programmes de formation dans les principaux secteurs économiques et en améliorant l'infrastructure d'un centre de formation publique.	BID	31-Oct-11	0%
Programme d'établissement d'un Fonds de Garantie Partielle du Crédit – RESTRUCTURÉ pour financer : (1) Programme Pilote d'Appui aux Petites Entreprises ; (2) Pilote de financement de location d'installations (3) Appui aux petits agriculteurs.	35	12.5	Contribuer à la réhabilitation du secteur productif d'Haïti via l'établissement d'un Fonds de Garantie Partielle du Crédit permettant aux entreprises de restructurer leurs obligations en matière de dette bancaire et faciliter leur accès continu au financement.	BID	17-Août-10 (Restructuration approuvée le 22-Nov-12)	0%
Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud RESTRUCTURÉ pour financer (1) Gestion Durable des Bassins Versants en Amont du Sud-Ouest d'Haïti – Parc National Macaya ; (2) Programme de Transformation institutionnelle et de Modernisation du secteur de l'Energie ; (3) Energie durable pour Haïti ; et (4) Micro hydro	34	14	Réduction de la vulnérabilité environnementale et socioéconomique de la population vivant à Ravine du Sud et à Cavaillon.	BID	21-Oct-10 (Restructuration approuvée le 19-Dec-12)	0%
Opération d'appui budgétaire ciblé (à être réalloué à un programme de cantine scolaire)	15	15				
Total	502.73	274.08				56% (taux de décaissement moyen)

Projets restructurés

Au cours de la troisième année le Comité de pilotage a approuvé la restructuration de trois projets afin que les fonds alloués puissent être mieux utilisés en appui aux priorités du Gouvernement haïtien. Trois activités financées par le FRH ont été restructurées comme suit :

- **Projet de Reconstruction de Logements dans des Quartiers** (US\$ 65 millions ; Banque mondiale) – Une enveloppe de US\$ 8 millions a été réallouée pour fournir des dons sous forme de cash pour aider 12,000 ménages résidant dans des camps très vulnérables à retrouver des conditions améliorées de logement dans des quartiers sur une période d'un an.
- **Fonds de Garantie Partielle du Crédit** (US\$ 12.5 millions ; Banque Interaméricaine de Développement) – une enveloppe de US\$ 5 millions a été réallouée pour aider à ouvrir l'accès des petites entreprises aux services financiers et techniques, avec le Ministère des Finances (MEF) comme agence d'exécution, et les US\$ 7.5 millions restants iront à un programme d'appui aux petits agriculteurs, avec le Ministère de l'Agriculture (MARNDR) comme agence d'exécution.
- **Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud** (US\$ 14 millions ; Banque Interaméricaine de Développement) – sur demande du Gouvernement, l'objectif de cofinancement est passé de la réduction du risque d'inondation à la gestion environnementale et l'énergie. US\$ 9 millions ont été réalloués à la protection et à la gestion du Parc National Macaya (avec le Ministère de l'Environnement) et US\$ 5 millions ont été réalloués au développement de l'énergie propre (avec le Ministère des Finances et le Bureau du Premier Ministre).

En plus des trois projets restructurés, les fonds pour la préparation d'une opération d'appui budgétaire ciblé ont été réorientés vers un projet d'éducation (cantine scolaire). Le projet d'éducation a été soumis au MPCE et devrait être approuvé à temps pour que la cantine scolaire puisse fonctionner pendant l'année académique 2013 – 2014 qui démarre en octobre. La Banque mondiale sera l'Entité Partenaire pour cette opération.

Alignement

Tous les projets approuvés sont en accord avec le Plan d'Action du Gouvernement pour le Redressement National et le Développement d'Haïti, et les activités prioritaires de reconstruction du Gouvernement. En 2012, le Gouvernement a lancé son Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), qui a remplacé le Plan d'Action pour le Redressement National et le Développement. Toutes les requêtes de financement du FRH doivent s'aligner sur l'un des quatre principaux domaines d'action du PSDH. Ce sont : la reconstruction territoriale, la reconstruction économique, la reconstruction sociale et la reconstruction institutionnelle. Chacun des domaines d'action inclut sept à neuf programmes et chaque programme est subdivisé en sous-programmes. Au total, le PSDH inclut 32 programmes et 150 sous-programmes.

Le portefeuille actuel du FRH est diversifié tant du point de vue sectoriel que géographique, reflétant la nature pluridimensionnelle de l'effort de reconstruction et la vaste gamme des besoins de financement. Le logement et l'appui budgétaire sont les secteurs les plus financés par le FRH avec des allocations respectives d'US\$ 120 millions et d'US\$ 74 millions (fonds alloués et ressources réservées). Des détails sur les projets sont disponibles dans le Tableau Résumé du Projet en Annexe 1, et une carte des lieux de mise en œuvre des projets se trouve en Annexe 2.

Portefeuille du FRH par Agence d'Exécution

Bien que tous les fonds destinés à des projets du FRH soient transférés par le Fiduciaire à l'Entité Partenaire concernée, les projets du FRH sont exécutés sur le terrain par une variété d'entités. La Figure 4.2 présente brièvement les différentes entités impliquées dans l'exécution des projets du FRH et le pourcentage de financement canalisé via chacune de ces agences d'exécution. 88 pourcent des fonds du FRH sont exécutés directement via des agences gouvernementales ou non gouvernementales, ce qui démontre la solide appropriation par le Gouvernement de l'exécution des projets du FRH.

Figure 4.1 Diversité du Portefeuille du FRH par secteur

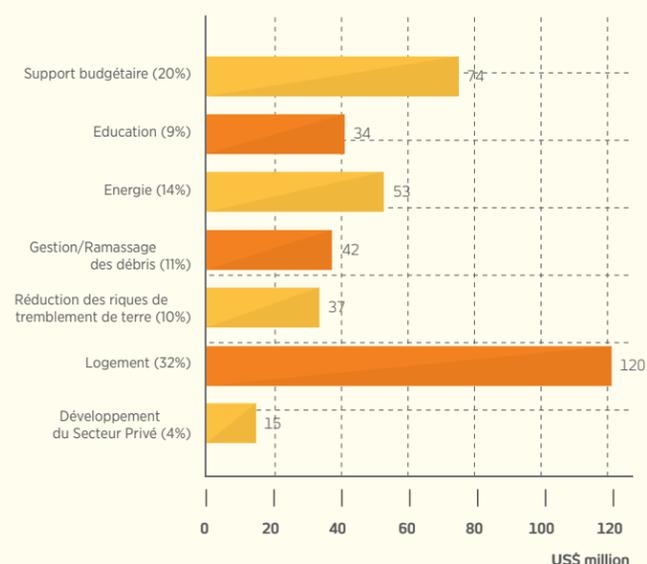
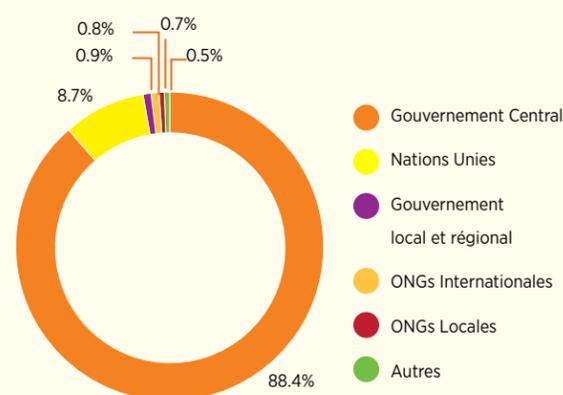


Figure 4.2 Pourcentage du Financement du FRH par Agence d'Exécution



PERFORMANCE

Mobilisation de fonds

Le FRH est une importante source de financement de départ et a de la valeur ajoutée en matière de levée de fonds de cofinancement des différentes autres sources en appui à des projets sur plus grande échelle. Les allocations actuelles du FRH de US\$ 274 millions à des activités de reconstruction devraient générer un financement des projets pour un montant total de \$ 503 millions. Cela signifie qu'en moyenne chaque projet est cofinancé à hauteur de 45%. (Voir le Tableau 4.3). Avec US\$ 229 millions en cofinancement, chaque dollar du FRH génère près d'un dollar de ressources additionnelles.

Tableau 4.3: Fonds additionnels levés

Nom du Projet	Contribution FRH (en millions USD)	Coût Total du Projet (en millions USD)	Mobilisation de Fonds Additionnels (% du coût total du projet)
Programme de Renforcement des Capacités de la CIRH	1	1	0%
Opération d'Appui à la Politique de Développement d'Urgence (Appui Budgétaire)	25	55	55%
Projet de Gestion de Débris	16.95	16.95	0%
Réduction des Risques de Désastres dans le Département du Sud	8	11	27%
Programme de Développement Durable pour le Sud-Ouest d'Haïti	8	12.55	36%
Renforcement des Capacités pour la Gestion des Risques de Désastres	2	2	0%
Démolition et Enlèvement des Débris avec de la Machinerie Lourde	25	25	0%
Établissement d'un Fonds de Garantie de Crédit Partiel - RESTRUCTURÉ	12.5	35	64%
Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud - RESTRUCTURÉ	14	34	59%
Reconstruction du Secteur Educatif (1)	10	81	88%
Projet de reconstruction de Logements et Quartiers à Port-au-Prince - RESTRUCTURÉ	65	65	0%
Programme d'Appui à la Reconstruction des Logements et des Communautés	24.67	30.77	20%
Plan de Prévention des Séismes pour le Grand Nord d'Haïti	9.96	9.96	0%
Opération d'Appui Budgétaire Ciblé	15	15	0%
16 Quartiers/6Camps	30	78.93	62%
Développement de la Production et du Traitement du Lait en Haïti	2	2	88%
Reconstruction du Secteur Educatif (2)	5	61	92%
Moyenne des Fonds additionnels levés	274.08	502.73	45%

Rapidité de traitement des projets

Auparavant, la rapidité moyenne de traitement d'un projet, de la note conceptuelle jusqu'au transfert des fonds à l'Entité partenaire, était de 115 jours⁵. La préparation du document de projet complet, y compris les consultations avec les concernés et bénéficiaires, prenait plus de la moitié de ce temps (60 jours). Le Comité de pilotage ayant demandé une extension de sa période de non objection, de cinq jours ouvrables à dix jours ouvrables, le délai moyen nécessaire pour traiter les demandes de financement devrait maintenant être plus long.

⁵ La rapidité moyenne de traitement d'un projet ne concerne que les 16 projets qui ont bouclé tout leur cycle.

RÉSULTATS DU PROJET

Le portefeuille de projets de reconstruction financés par le FRH est diversifié et correspond à des domaines prioritaires pour le développement d'Haïti, dont la réhabilitation des quartiers affectés par le séisme, la gestion des risques de désastres, la réforme et la rénovation du système et des services d'éducation, et le renforcement du secteur privé. Des programmes d'urgence tels la collecte et le recyclage des débris sont maintenant finalisés ou en voie de l'être. Des 17 projets de reconstruction financés par le FRH, sept sont achevés et neuf sont en cours d'exécution⁶ (dont trois ont été restructurés l'an dernier).



Maisons parasismiques et anticycloniques à Morne Hercule . 16 Quartiers/6 Camps

Photo courtoisie de l'ONU

Logement

Le plus grand secteur financé par le FRH est le logement. 48% des allocations du FRH à des projets, soit environ US\$ 132 millions, ont été décaissés pour des activités dans le secteur du logement, dont les plus grandes sont le Projet de Reconstruction des Quartiers à Port-au-Prince, le Programme 16 Quartiers/6 camps, et le Programme d'Appui à la Reconstruction du Logement et des Quartiers. Des fonds additionnels d'un montant d'US\$ 27.6 millions ont été mobilisés pour le secteur.

A. Déménagements : une première étape vers la réhabilitation Sociale.

Suite aux projets financés par le FRH dans le secteur du logement, des ménages ont pu quitter des camps de déplacés où ils vivaient dans des conditions d'extrême fragilité sociale, sanitaire et sécuritaire, pour s'établir dans des logements qu'ils ont choisis, souvent dans leurs quartiers d'origine. Une allocation est offerte aux bénéficiaires couvrant une année de loyer, ainsi que des fonds pour couvrir le coût du déménagement. Un appui psychologique et médical est également offert aux déplacés qui quittent les camps. Compte tenu du nombre élevé d'évictions forcées, ces projets gouvernementaux offrent une véritable alternative à des milliers de personnes déplacées.

Résultats :

- Près de 11,000 familles ont déménagé dans des logements loués répondant aux normes de base de sécurité, et 50 camps ont été fermés grâce au financement du FRH via le Projet 16/6 (incluant un cofinancement du Canada).
- Plus de 6,100 ménages (des 13,000 ciblés) ont bénéficié d'une subvention de leurs loyers pour abandonner les camps dans le cadre du Projet de Reconstruction des Quartiers.

Un exemple du processus de déménagement :

Le déménagement des résidents des camps de Pétion-Ville et de Cité Maxo s'est fait selon les étapes suivantes :

1. Collaboration avec des partenaires (leaders communautaires, bureaux du maire)
2. Enregistrement des résidents/bénéficiaires via Last Mile Mobile Solutions et IPods.
3. Démarrage du processus de déménagement (Communication et préparation du déménagement).
4. Validation du déménagement des bénéficiaires (après qu'ils aient laissé le camp et trouvé un nouveau logement dans un quartier proche).
5. Fermeture du camp (Démontage de l'infrastructure du camp et restitution du terrain à ses propriétaires).

B. Réhabilitation des Quartiers : faciliter l'abandon des camps tout en renforçant le logement, les emplois et les infrastructures.

1. Réparation de maisons endommagées.

Grâce aux activités du Projet 16/6, des résidents de quartiers ciblés ont pu bénéficier de solutions de logements conformes aux normes de construction sécuritaire établies par le MTPTC. Les bénéficiaires des maisons réparées ont également reçu une formation en méthodes de construction sécuritaire offerte par des membres qualifiés de l'équipe du MTPTC responsable de la réparation des maisons. A la fin du projet, des impacts positifs sur les niveaux économiques et sociaux ont été observés dans les communautés où le projet a été exécuté.



Maison parasismique à Carrefour Feuilles fabriquée à partir de débris recyclés. **Projet de gestion des débris**

Photo courtoisie du FRH

⁶ Le 17^{ème} projet devait être un projet d'appui budgétaire ciblé qu'il n'a pas été possible de préparer. Une partie des fonds a été réallouée à un projet d'énergie et l'autre partie des fonds financera un projet d'éducation (cantine scolaire) en attente de l'approbation du comité de pilotage.



Avant

Rue de la Paix, avant et après le projet .

16 Quartiers/6 Camps

Photo courtoisie de l'ONU

Résultats :

La réparation des « maisons jaunes » (les maisons marquées en jaune deviennent habitables une fois réparées), une activité du Projet 16/6, a permis :

- La création de plus de 9,500 journées de travail payées, dont 75% des salaires payés aux habitants des quartiers ciblés.
- Le recrutement de six entreprises de construction locales.
- La réparation de 827 maisons endommagées pour 1,307 ménages.

Le Projet de Reconstruction de Logements et Quartiers a permis à 333 ménages de plus de bénéficier d'un appui pour des réparations.

2. Construction d'infrastructures communautaires

La construction d'infrastructures communautaires encourage les résidents à rester dans leurs quartiers et à participer à leur amélioration.

Résultats sélectionnés :

- **Nérette** : La construction de 1.1 km de rues dans le quartier de Nérette a permis à 1200 ménages de bénéficier des retombées économiques et sociales de cette activité. La sécurité des piétons s'est améliorée avec la construction de 2.2km de trottoirs.
- **Eclairage** : 492 lampadaires solaires ont été installés dans huit quartiers du Projet 16/6. L'éclairage solaire a amélioré les conditions de sécurité dans les quartiers ciblés.
- **Eau potable** : Deux firmes haïtiennes construisent et réhabilitent 11 sources d'eau publiques dans trois quartiers du Projet 16/6.

- **Emploi** : Plus de 2036 emplois ont été créés dans le cadre de la construction des infrastructures dans les huit quartiers.

C. Réduction des risques : renforcement des capacités locales et mise en place de méthodes de constructions parasismiques et para cyclonique

1. Diplômes de construction parasismique

Le Projet 16/6, qui octroie des diplômes certifiés par l'Etat à des ouvriers semi-qualifiés dans le secteur de la construction, a produit les résultats suivants :

- Les ouvriers qualifiés peuvent reconstruire leurs quartiers en toute sûreté ;
- Donner de la fierté et un statut social à des ouvriers qui n'avaient jamais reçu de diplôme certifié par l'Etat ;
- Appuyer le Gouvernement dans son effort de mise en place d'un système de certification pour des ouvriers semi-qualifiés (en Haïti, 98% de la main-d'œuvre est classée semi-qualifiée ou non qualifiée) ;
- Contribuer au redressement économique des quartiers affectés ;
- Créer un réseau d'ouvriers qualifiés dans le secteur de la construction pour assurer une reconstruction viable à long terme à Port-au-Prince ;
- L'approche de formation pour la construction parasismique, validée par l'INFP et le MTPTC, est devenue une référence institutionnelle en Haïti ;
- Les formateurs nouvellement certifiés sont sollicités par d'autres institutions pour travailler à des projets de reconstruction.



Maison parasismique et anticyclonique à Morne Hercule.

16 Quartiers/6 Camps

Photo courtoisie de l'ONU

2. Reconstruction de maisons détruites et construction de nouvelles maisons

A Morne Hercule, le Projet 16/6 a sensibilisé la communauté sur les raisons pour lesquelles des maisons se sont effondrées lors du séisme du 12 janvier 2010 à travers des « chantiers ouverts » : les chantiers sont ouverts au grand public un jour par semaine afin que les résidents locaux et les bénéficiaires puissent poser à l'équipe de construction des questions sur les choix faits, la qualité des matériaux utilisés, etc. La population locale a été également informée des aspects importants de la construction parasismique. Ce projet a été systématisé et peut être reproduit à grande échelle via le Projet 16/6 dans des zones où de nombreuses maisons condamnées doivent être démolies. Cette duplication permettrait de sensibiliser davantage des milliers de personnes dans les communautés ciblées sur les risques et la prévention des désastres.

« Après le tremblement de terre, j'ai été vivre chez mon fils car je n'avais nulle part d'autre où aller. Le projet a rebâti ma maison et m'a permis de travailler et de gagner un peu d'argent sur les chantiers. Je vivrai bientôt dans une maison confortable faite de débris recyclés et qui respecte toutes les exigences en matière de construction parasismique »

DADIE JOSEPH.

« Je suis le contremaître de cette construction. J'ai pu gérer le chantier grâce à la formation reçue d'Entrepreneurs du Monde. Cette session de formation m'a doté des outils nécessaires pour gérer un chantier comme celui-ci (quatre salles et une toilette). Je suis également capable de diriger une construction résistante aux séismes et aux ouragans »

RICHARD

Un jeune entrepreneur formé par Entrepreneurs du Monde.

Sous le projet de démolition et enlèvement de débris avec machinerie lourde à Carrefour Feuilles, neuf unités de logement parasismiques ont été construites, dont chacune mesure en moyenne 30 mètres carrés. La principale caractéristique de ce type de maisons est que la structure est en ossature de bois avec un remplissage fait à partir de débris recyclés. Ces constructions s'inspirent de l'architecture « Gingerbread » haïtienne traditionnelle. C'est le seul type de construction avec des débris recyclés approuvé par le MTPTC.

La construction de cette maison parasismique a été gérée par un entrepreneur formé par les Entrepreneurs du Monde sur une période d'un an. L'entrepreneur a reçu une formation en gestion des affaires et une formation technique. Grâce à un financement du FRH, l'ONG a pu former 30 professionnels, dont trois peuvent maintenant être recrutés comme entrepreneurs.



« J'ai été très heureux de participer à ce programme. La majorité des décès qui ont eu lieu lors du tremblement de terre a été causée par de mauvaises pratiques de construction. Ce fut un plaisir pour moi d'apprendre les meilleures pratiques de construction parasismique, pour les partager avec d'autres, et de demander à mes voisins d'appliquer ces directives pour construire des maisons plus solides qui les protégeront au cas où il y aurait un autre séisme »

ETIENNE

Un jeune ingénieur civil formé par le Projet 16/6, et qui travaille au CRC de Canaan.

Les Agences Techniques Locales (ATL) et les Centres de Ressources Communautaires (CRC) sont coordonnés par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT).

Formation sur les meilleures techniques de construction parasismique.

Programme d'appui à la reconstruction de logements et de communautés

Photo courtoisie du FRH

3. Centres communautaires : appui aux communautés désireuses de reconstruire

12 Centres de Ressources Communautaires (CRC) ont été créés, facilitant la coordination entre les leaders communautaires, l'accès aux informations au sein de la communauté, et la dissémination d'informations provenant de la municipalité et du Gouvernement Central à la population. Par exemple, au CRC de Canaan qui couvre Canaan, Jérusalem et Croix des Bouquets, des activités sont en cours au bénéfice de maçons. A travers ces activités, des informations et des conseils techniques sont données aux gens désireux de construire leurs maisons dans la zone couverte par le Projet, et une coordination est établie entre tous les partenaires désireux d'exécuter des projets d'appui dans la communauté.

D. Renforcement des capacités municipales

Dix agences techniques ont été créées pour donner aux dix municipalités les plus affectées par le séisme la capacité de gérer leur processus d'urbanisation. Ces agences sont des entités pérennes intégrées dans la gestion et le budget des municipalités. Elles sont chacune composées de 6 membres techniques avec les profils suivants : un planificateur urbain, un ingénieur, un programmeur informatique, un organisateur communautaire, et un avocat ; et de deux employés de soutien : une assistante administrative et un chauffeur messenger. Pour la première fois, ces municipalités ont accès à des capacités techniques leur permettant de coordonner les activités des partenaires, planifier, faire le suivi de la reconstruction et du développement au niveau local, et communiquer avec les communautés.



Construction d'un pont à Delmas 64 . 16 Quartiers/6 Camps

Photo courtoisie de l'ONU

Gestion des Débris

Quinze pour cent des allocations du FRH, soit US\$ 42 millions, ont été investis dans deux activités relatives à l'élimination et à la gestion des débris. Pendant la période 2012 - 2013, les deux projets relatifs aux débris ont concernés principalement le recyclage et la gestion des débris. Ils ont été achevés fin juin 2013. Ils ont permis la création de milliers d'emplois temporaires dans la collecte des débris dans des quartiers, la production de matériaux de construction à l'aide de débris recyclés, et l'utilisation de ces matériaux pour la réhabilitation des quartiers. Ces projets ont également encouragé la création de petites entreprises.

Résultats:

Création d'emplois

- Création de 24,363 emplois temporaires dans les zones les plus affectées par le séisme. 8,320 des ouvriers étaient des femmes (34%).

Enlèvement et recyclage des débris

- Enlèvement de 914,537 mètres cubes de débris dans les zones les plus difficiles d'accès à Pétiion-Ville, Turgeau, Bel Air, Fort National et Carrefour Feuilles.
- Production d'au moins 355,899 pavés et 17,836 tuiles à l'aide de débris recyclés provenant de ces quartiers.
- Construction de neuf unités de logement à l'aide de débris recyclés (le seul projet de construction utilisant des débris recyclés approuvé par le MTPTC).
- Réhabilitation de 450 m² de rues à Pétiion-Ville et à Turgeau à l'aide de débris recyclés.
- Reconstruction de sept rues de plus à Carrefour-Feuille à l'aide de pavés faits de débris recyclés.

Partage des connaissances

- 10 documents de formation au recyclage des débris ont été élaborés, couvrant des sujets tels que : la production de tuiles et de pavés à partir de débris recyclés, santé et sécurité dans les lieux de travail, et comment monter un atelier de recyclage de débris.
- Neufs manuels de formation technique et à la gestion ont été développés.
- Une vidéo a été produite : « Des Débris au Développement : Histoires ».
- Un livre « Collier de Débris » a été écrit par l'écrivain haïtien bien connu Gary Victor sur l'élimination des débris et son impact sur l'Haïti post-séisme, dont la parution a eu lieu en juin 2013.

Micro entreprises

- Cinq micro entreprises de recyclage ont été montées, et 380 ouvriers ont été formés à la gestion des affaires ;
- 358 ouvriers et entrepreneurs ont été formés au recyclage et aux techniques de construction ;
- 606,000 pavés ont été commandés à des micro-entrepreneurs à Morne Hercule et à Turgeau par la municipalité de Pétiion-Ville, en plus de commandes reçues du secteur privé.
- 10 groupes de travail se préparent à entrer sur le marché en tant qu'entreprises de recyclage.



Conservation des sols et reboisement à Port-Salut. **Projet de réduction des désastres dans le département du Sud**

Photo courtoisie du FRH

Gestion des Risques de Désastre

Haïti reste l'un des pays du monde les plus vulnérables aux désastres naturels. Le FRH a financé cinq projets d'un montant d'US \$ 42 millions, qui ont aidé le Gouvernement à améliorer sa capacité de protection civile en matière de préparation et de réponse à des situations d'urgence.

Deux de ces projets, le Programme de Développement Durable du Sud-Ouest d'Haïti, et le Développement des Capacités de Gestion des Risques de Désastre, sont maintenant achevés. Deux autres projets sont encore en cours : la Réduction des Risques de Désastre dans le Département du Sud, et le Plan de Prévention de Séismes pour le Nord d'Haïti. Le projet d'Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du Sud a été restructuré sur demande du Gouvernement. Le cofinancement du FRH pour ce Projet est réorienté, de la réduction des risques d'inondation à la gestion de l'environnement, la préservation du Parc National Macaya, et un programme d'énergie propre.

A. Abris temporaires

Le Projet de Développement des Capacités de Gestion des Risques de Désastres a construit un total de quatre nouveaux abris temporaires et réhabilité dix autres à travers le pays. Ces abris temporaires ont augmenté les capacités du pays en termes « d'espace sûrs » pour 2000 personnes parmi les communautés les plus vulnérables au cas où le pays serait affecté par des orages violents ou des ouragans. Compte tenu du besoin urgent d'abris disponibles, il a été jugé préférable de réhabiliter des structures existantes plutôt que de procéder à de nouvelles constructions, la réhabilitation étant plus rapide et moins compliquée, compte tenu des problèmes de propriété foncière.

B. Renforcement des berges, nettoyage des canaux de drainage, et conservation des sols

La ville de Chantal, pas loin des Cayes, aurait été inondée par la Rivière L'Acul lors du passage du cyclone Sandy sans les murs de gabions construits par le Projet de Réduction des Risques de Désastre dans le Département du Sud. Le projet a financé 17 activités de reboisement, de renforcement de berges, de nettoyage de lits de rivière, de contrôle des ravines, de conservation des sols et de réduction des risques d'inondation.

Un représentant du Ministère de l'Environnement dans le Département du Sud en témoigne : « Avant, les gens paniquaient face aux inondations. Le test s'est fait avec le Cyclone Sandy. Les gens sont restés calmes. Les gens vivant aux Coteaux ont été heureux parce que, lors du passage de Sandy, leur zone est restée calme ».

Résultats :

- 3600 emplois temporaires créés par mois dans les zones d'exécution des projets ;
- 730 mètres linéaires de canaux drainés, dont 430 mètres linéaires à Torbeck et 300 mètres linéaires aux Coteaux ;
- 1300 acres reboisées de différentes espèces ;
- 1320 mètres linéaires de berges protégés par des murs de gabions pour réduire les risques de désastre dans les communautés avoisinantes ;
- 13,949 mètres linéaires de ravines et de digues construits ;
- 30,550 mètres de canaux d'irrigation et de drainage nettoyés ; et
- 144,000 plantules de bananiers distribuées aux agriculteurs pour améliorer la sécurité alimentaire.



Des enfants sortant de l'école se tenant sur un mur de gabions érigé pour protéger la communauté de Torbeck.

Projet de réduction des désastres dans le département du Sud

Photo courtoisie du FRH

C. Développement de la résistance aux séismes dans le Nord

L'objectif du Plan de Prévention de Séismes pour le Nord d'Haïti est de réduire la vulnérabilité du Nord-Est, du Nord et du Nord-ouest aux menaces sismiques en renforçant la résilience des infrastructures et de la population.

Résultats :

- Quantification de la menace sismique par le micro-zoning de quatre grandes villes du Nord, du Nord-Est et du Nord-ouest : Port de Paix, Cap-Haïtien, Fort Liberté, et Ouanaminthe. La cartographie géologique finale et l'interprétation ont été soumises aux autorités nationales pour utilisation dans des programmes de planification régionale.
- Informer les citoyens, les constructeurs et les gouvernements locaux des risques sismiques et des solutions possibles de préparation et d'adaptation à ce risque – une exposition nationale des parties prenantes du domaine sismique s'est tenue du 7 au 10 mai 2013 au Cap-Haïtien avec l'assistance de la Direction de la Protection Civile (DPC) et la participation active de plus de 10,000 étudiants, sauveteurs, représentants de la Croix-Rouge, professionnels de la construction, autorités de protection civile, experts et éducateurs.

Les prochaines étapes immédiates incluent :

- La formation de professionnels de l'industrie de la construction aux pratiques parasismiques : 30 ingénieurs du secteur public et 20 ingénieurs et architectes du secteur privé seront formés et certifiés en construction parasismique pendant le troisième trimestre de 2013.
- Evaluation de la vulnérabilité des édifices et infrastructures, et leur classification selon le niveau de risque (économique, humain, stratégique).



Des élèves de Kenscoff recevant des kits scolaires financés par le FRH. **Reconstruction du secteur éducatif**
Photo courtoisie du FRH

Éducation

Deux projets ont bénéficié du financement du FRH dans le secteur de l'éducation : l'Appui à la Réforme de l'Éducation et à la Reconstruction du Secteur Éducatif. La date de fermeture du Projet d'Appui à la Réforme de l'Éducation a été repoussée d'un an, soit en juin 2014. Des fonds du FRH ont été rendus disponibles pour des activités d'amélioration de la qualité de l'éducation via des centres de réhabilitation, la construction, l'achat d'équipements, et la restructuration de programmes. Le financement du FRH a également aidé au renforcement de la gouvernance du secteur.

Résultats :

- Sept sites identifiés pour la reconstruction d'écoles. Un appel d'offres international est en cours pour la construction des écoles. L'octroi des contrats et le lancement des travaux sont prévus pour octobre 2013.
- Pour l'année académique 2012-2013, 80,000 uniformes, 52,484 kits d'élèves, 143 kits d'enseignants, et 50,000 manuels scolaires ont été distribués. La distribution a été interrompue par le cyclone Sandy. Les objets non distribués en 2012 - 2013 seront distribués en automne, à l'ouverture de la prochaine année scolaire.
- Les prochaines étapes importantes pour ces projets sont la formation de 77 enseignants du primaire pendant l'année scolaire 2013 - 2014 et la construction de sept nouvelles écoles.

Développement du Secteur Privé

Le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) a financé deux projets en appui au développement du secteur privé, centrés sur les petites et moyennes entreprises qui sont le moteur de la croissance économique et de la création d'emplois en Haïti. Ce sont : (a) un Fonds de Garantie Partielle du Crédit, avec US\$ 12.5 millions de cofinancement du FRH, qui a été restructuré en trois petits projets (un Programme Pilote d'Appui aux Petites Entreprises, un Fonds Pilote pour la Localisation d'Installations et un Programme d'Appui aux Petits Producteurs Agricoles) ; et (ii) le Projet de Développement de la Production et de la Transformation du Lait en Haïti, avec un financement du FRH de US\$ 2 millions.

Fonds de Garantie Partielle du Crédit (FGPC)

Le FGPC a permis à 253 petites et moyennes entreprises affectées par le séisme de rééchelonner le remboursement de leurs dettes après le tremblement de terre, empêchant ainsi la liquidation d'entreprises viables. Le FGPC a été cofinancé par la Banque mondiale, la BID et le FRH. Dans le cadre du FGPC, les garanties ont été émises pour US\$ 3, 333,289 garantissant des prêts d'un montant d'US \$ 10.6 millions.

Développement de la Production et de la Transformation du Lait en Haïti

Le second projet du secteur privé appuyé par le FRH est le Développement de la Production et de la Transformation du Lait en Haïti, exécuté par le Ministère de l'Agriculture et supervisé par la FAO. Il vise l'amélioration des conditions de travail de petits agriculteurs et le développement du secteur des produits laitiers en Haïti.



Adoquins produits à partir de débris recyclés.
Démolition et enlèvement de débris avec de la machinerie lourde.
Photo courtoisie du FRH

Résultats :

- Sélection et installation d'associations bénéficiaires.
- Construction de trois laiteries et de services à Côte de Fer, Torbeck et Thomazeau (en phase d'achèvement) : ils devraient être opérationnel en septembre 2013.
- Lancement d'un appel d'offres pour l'achat d'équipements pour la fabrication de produits laitiers.
- Identification d'écoles bénéficiaires dans les zones ciblées où 45,000 litres de lait seront distribués à 3000 élèves trois fois par semaine sur trois années scolaires.
- Sessions de formation pour 30 membres de comités de gestion des produits laitiers et 300 agriculteurs/producteurs à des techniques améliorées de production pratiquement terminées.

Les prochaines étapes immédiates sont le lancement officiel de la transformation du lait, l'inauguration des laiteries, et des journées de dégustation, planifiées pour octobre 2013.

« Sans ce crédit, ces entreprises auraient fermé leurs portes et les banques auraient enregistré des pertes ; mais avec le Fonds de Garantie, ces entreprises ont pu reprendre leurs activités et rembourser leurs prêts. Nous avons sauvé beaucoup d'emplois au sein de ces entreprises Ce sont de petites entreprises dans les secteurs des services et de l'agro-industrie. L'impact financier a été satisfaisant, car nous n'avons eu aucun cas de faillite, sauf quelques petites micro entreprises qui avaient déjà des difficultés avant la garantie de crédit »

M. LHERMITE FRANÇOIS

Directeur Général du Fonds de Développement Industriel (FDI).



Réhabilitation d'une route à Morne Lazare. 16 Quartiers / 6 Camps
Photo courtoisie de l'ONU

V. COMMUNICATION

Pendant l'année fiscale 2013, le FRH a renforcé ses outils de communication. En effet, pour atteindre une plus grande visibilité locale, il était devenu nécessaire de transmettre des messages clés aux bénéficiaires des programmes financés par le FRH, ainsi que des informations aux bailleurs, aux autres parties prenantes internationales et à d'autres partenaires dans le développement. La population devait être informée de l'existence et de l'utilisation des ressources du FRH, les bailleurs du FRH devaient recevoir les rapports de progrès dans un délai raisonnable, et les bénéficiaires avaient besoin d'outils pour donner leur avis sur les projets financés par le FRH. Le FRH a donc élaboré une campagne de communication mieux structurée et plus agressive, et les outils nécessaires pour une plus grande visibilité et la dissémination des informations aux parties prenantes.

OUTILS DE COMMUNICATION

Nouveaux produits pour la radio et la télévision

- Le produit phare de communication de l'année est une vidéo animée, la première en son genre à être produite en Haïti. Il raconte l'histoire du FRH de manière simple et colorée, y compris les résultats des derniers trois ans. Un second vidéo-film suivra pendant le premier trimestre de l'AF 2014. Contrairement au premier, il se concentrera uniquement sur les résultats des différents programmes.
- Le FRH a également élaboré deux nouvelles annonces radio : un spot radiodiffusé de deux minutes sur les résultats des projets financés par le Fonds pour la Reconstruction d'Haïti, et un autre de service public de deux minutes encourageant les bénéficiaires des projets financés par le Fonds à transmettre un texto gratuit au 3747 pour donner leurs avis sur les différents programmes appuyés par le FRH.
- En avril 2013, le Gestionnaire du Fonds a été interviewé à la rubrique **Le Point** de Radio-Télévision Métropole, l'une des émissions radios et télévisées matinales les plus écoutées à Port-au-Prince et, en juin 2013, la Télé Scoop FM a retransmis une émission enregistrée avec l'Officier des Opérations du Fonds. Les deux ont présenté le financement, des activités et des résultats du FRH.

Un outil de communication simple et gratuit pour les bénéficiaires

- Un numéro d'envoi gratuit de texto (3747) existe maintenant pour que bénéficiaires et parties prenantes puissent transmettre leurs commentaires et/ou questions sur les activités financées par le FRH. Avec ce service, quiconque dispose d'un téléphone DIGICEL peut téléphoner au 3747 pour transmettre leurs commentaires au FRH et recevoir une réponse dans les meilleurs délais. Toutes les activités de communication développées depuis mars 2013 font la promotion de ce service. Ce service fera également partie intégrante de la campagne de communication qui sera lancée pendant le troisième trimestre de 2013.

Un site web amélioré

- Pendant l'année, plusieurs pages du site web actuel du FRH ont été reconfigurées afin de donner des informations sur le FRH de manière plus claire et plus accessible. Un nouveau site web est également en train d'être conçu et devrait être inauguré dans le cadre de la fabrication d'une nouvelle image du FRH pendant le quatrième trimestre de 2013.

Une exposition de photos professionnelles

- En février 2013, vingt photos professionnelles de projets du FRH ont été exposées à l'Institut Français à Port-au-Prince. L'exposition, suivie d'un concert, a été organisée dans le but d'informer sur le FRH et les projets qu'il finance. La Ministre de la Culture, des Ambassadeurs, des Partenaires dans le Développement, des concernés haïtiens, et des membres de la presse nationale ont participé à l'événement.
- Une jeune photographe professionnelle haïtienne a été recrutée pour prendre des photos des différents projets appuyés par le FRH. Plus de 100 photos professionnelles ont été livrées, pour être utilisées dans le calendrier 2013 du FRH, ce rapport annuel, les bulletins trimestriels du FRH, et l'exposition de photos.
- Au début de 2013, 500 calendriers avec des images et des détails sur les projets financés par le FRH ont été imprimés et distribués dans le secteur privé, à des parties prenantes, aux partenaires, au secteur des ONG, et à des cadres du Gouvernement.
- Trois bulletins trimestriels du FRH ont été produits et distribués à des parties prenantes pour les tenir informées des progrès des différents projets financés par le Fonds.
- Des matériels promotionnels tels que T-shirts, banderoles, stylos et bloc-notes ont été conçus et commandés pendant le second trimestre de 2013, et seront distribués pendant toute l'AF 14.

GESTION DES FLUX D'INFORMATION

Le Secrétariat joue le rôle de facilitateur entre la communauté internationale, le Gouvernement haïtien et la société civile pour la dissémination d'importantes décisions telles que l'allocation de fonds disponibles au FRH et la restructuration de projets. Des points de presse sur les réunions du Comité de pilotage ont été organisés, dont l'un s'est tenu au Ministère de la Planification.

Le statut financier, les portefeuilles de projets, et les procédures ont été régulièrement l'objet de communications avec le Bureau du Premier Ministre, le Bureau du Président, le Ministère des Finances et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe des deux dernières administrations. Pour assurer la continuité du flux d'information, le Secrétariat du FRH a eu des réunions avec les bailleurs, des représentants de la presse, des organisations non gouvernementales, et d'autres intéressés, sur leur demande, pour donner des informations et des explications sur les opérations du FRH.

PARTAGE DES LEÇONS APPRISSES

Au cours de l'année écoulée, le Gestionnaire du Fonds a partagé les expériences et les leçons apprises du FRH dans des forums et autres réunions internationales :

- Octobre 2012 : une présentation a été faite à un forum pour les parties prenantes du FRH organisé à Brasilia par le Gouvernement du Brésil.
- Novembre 2012 : l'expérience du FRH a été partagée avec des indonésiens qui travaillent dans le secteur de la reconstruction post-désastre et le changement climatique lors d'événements organisés par le Gouvernement indonésien et la Banque mondiale à Jakarta ;
- Mars 2013 : les leçons apprises par le FRH ont été partagées au Forum « Aide et Développement International » à Bangkok ;
- Mai 2013 : l'expérience du FRH a été présentée au Forum sur les Etats Fragiles et Post-Conflicts organisé par la Banque mondiale à Washington/Nairobi/Juba/Harare/Kabul/Islamabad/Jakarta ;
- Juin 2013 : le contexte et les résultats du FRH ont été exposés à la Conférence de l'Alliance pour le Renouveau d'Haïti à Washington, D.C.

PROCHAINES ÉTAPES



Le parc Jean Marie Vincent, avant et après le projet. **Projet de logements et de reconstruction des quartiers à Port-au-Prince**

Photo courtoisie de OIM et FRH

VI. FRH: LECONS APPRISES ET PROCHAINES ÉTAPES

LEÇONS APPRISES

Pendant sa troisième année d'opérations, la communauté du FRH a appris et/ou reconfirmé les leçons suivantes:

- **Un retour à des dispositions « normales » a été garanti** – le long processus pour se mettre d'accord sur l'intégration d'une nouvelle contrepartie et de nouvelles procédures a abouti à un système qui applique des procédures régulières via des institutions gouvernementales. Bien que ce processus soit plus long que ne l'était l'application des dispositions initiales agréées avec la CIRH, il devrait renforcer les capacités du GH ainsi que la légitimité et l'appropriation des requêtes de financement présentées au FRH.
- **Le travail via des Entités partenaires pour assurer que les fonds sont efficacement dépensés** – les Entités partenaires du FRH appliquent des normes internationales de bonne pratique de gestion financière, de passation de marchés, de sauvegardes environnementales et sociales, de conception de projet, et de suivi et d'évaluation de l'utilisation du financement du FRH.
- **Une structure efficiente minimise les coûts administratifs** – le FRH a l'un des ratios les plus modérés de dépense totale (moins de 5%) de tous les fonds fiduciaires à bailleurs multiples post-désastre. Cela peut s'attribuer à des Entités partenaires bien établies, un Secrétariat d'une taille modeste, un Fiduciaire efficient, et une répartition claire du travail entre eux.
- **Les préférences des bailleurs entraînent des compromis** – Côté positif : le fait que des bailleurs expriment des préférences pour l'utilisation de leurs contributions a accru le niveau de confiance chez les bailleurs que les fonds du FRH seront utilisés à des fins d'intérêt spécifique pour les bailleurs. Cela a aidé à faciliter l'approbation des contributions du FRH financées par des capitaux des bailleurs, et donc a potentiellement augmenté le montant total du financement disponible pour le FRH. Côté négatif : le fait de réserver des fonds pour garantir que les préférences sont respectées a réduit le niveau de flexibilité et de disponibilité du financement du FRH et est en porte-à-faux avec le but de renforcer de l'appropriation par le Gouvernement et d'alignement sur les priorités gouvernementales.
- **Une structure de gouvernance indépendante est inestimable** – le FRH a pu poursuivre ses opérations, en dépit de l'instabilité, en partie parce qu'il dispose d'une structure de gouvernance indépendante. Ainsi, pendant que le GH commençait à appliquer de nouvelles procédures et des dispositions de contrepartie, le Comité de pilotage du FRH, son Secrétariat, son Fiduciaire et ses Entités partenaires ont continué à fonctionner.

PROCHAINES ÉTAPES

L'année à venir représente le mi-parcours dans l'existence du FRH, et une opportunité d'évaluer la performance et d'explorer les options pour l'avenir. Une révision évaluera l'efficacité et l'efficacé du FRH tant en termes d'impact de développement que de performance opérationnelle, générant des leçons et des recommandations dans le processus. Ces dernières seront utilisées pour préparer une évaluation visant l'avenir et des options pour le futur du FRH. Un résumé des résultats de cet exercice sera présenté dans le prochain rapport annuel du FRH.



Des ingénieurs suivant la formation sur les meilleures pratiques pour la construction parasismique.

Programme d'appui à la reconstruction de logements et de communautés

Photo courtoisie du FRH

ANNEXE 1: RÉSUMÉS DES PROJETS



Des jeunes jouant au basket la nuit tombée grâce à l'installation des lampadaires solaires à Morne Hercule. **16 Quartiers/6 Camps**
Photo courtoisie de l'ONU

OPÉRATION DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT D'URGENCE HAÏTI (APPUI BUDGÉTAIRE) - FINALISÉ

MONTANT	US\$ 55 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	Banque mondiale (\$ 30m) et FRH (\$ 25m)
DATE D'APPROBATION	17 juin 2010
DATE DE CLOTURE	31 septembre 2011
SECTEUR	Administration du Gouvernement Central & Energie
ENTITE PARTENAIRE	Banque mondiale
AGENCE D'EXECUTION	Ministère de l'Economie et des Finances

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: appuyer le renforcement de la responsabilisation et de la transparence dans la gestion des ressources publiques dans le cadre de la reconstruction d'Haïti. L'opération appuie la capacité du Gouvernement à gérer les ressources publiques efficacement et dans la transparence. Plus spécifiquement, l'opération appuie les mesures suivantes : (i) augmentation de la transparence en matière de transferts budgétaires au secteur de l'électricité ; (ii) réintégration des contrôles budgétaires et des processus d'audit externe et interne ; (iii) amélioration dans l'application de la Loi en matière de Déclaration de Patrimoine ; et (iv) renforcement des règlements relatifs à la passation de marchés publics et renforcement de la transparence dans les pratiques de passation de marchés.

RÉSULTATS A DATE

La contribution du FRH a été totalement décaissée, et l'Opération de Politique de Développement d'Urgence d'Haïti a fourni un financement urgent bien nécessaire pour combler le déficit budgétaire de l'année fiscale 2009 - 2010. De plus, l'opération a contribué aux réalisations suivantes :

- Mise en place d'un cadre pour le suivi des transferts du Ministère de l'Economie et des Finances aux Fournisseurs Indépendants d'Electricité et à l'EdH ;
- Réconciliation des données sur les paiements aux FIE et à l'EdH par le MPTPEC et le MEF, et les dites données sont en cours de publication. Amélioration en matière de respect des exigences d'audit des comptes gouvernementaux et de la Loi sur la Révision du Budget. Le Trésor a soumis à la Cour des Comptes les comptes 2009 - 10 du Gouvernement dans les délais établis-moins de huit mois. Les audits 2009 - 10 des comptes gouvernementaux ont été soumis et un rapport préliminaire d'audit est en phase de finalisation.
- Les activités de l'IGF sont en ligne avec son Plan d'Action. Parmi les rapports sélectionnés, peuvent être cités (i) Finalisation de l'inventaire des ONG ; (ii) distribution des rapports finaux sur les transferts pour l'éducation ; (iii) les rapports d'audit de la CSCCA ont été révisés par l'IGF en vue d'un suivi avec les entités pertinentes ; et (iv) des rapports intérimaires sur les activités des comptables au MEF ont été transmis au Trésor.
- Le pourcentage de respect de la Loi en matière de déclaration de patrimoine par les membres du Pouvoir Exécutif a augmenté de 87 pour cent (à mai 2010) à 100 pour cent ; et
- Le Premier Ministre a confirmé avoir donné préalablement son autorisation pour tous les contrats octroyés sur la base des procédures accélérées de la Loi d'Urgence.

EVALUATIONS, LEÇONS APPRISSES ET MEILLEURES PRATIQUES

La Banque n'a pas organisé d'enquête ni d'atelier avec les parties prenantes, mais l'équipe de projet a réalisé plusieurs missions de supervision en Haïti ; l'économiste de la Banque a travaillé avec le Ministère des Finances et le Premier Ministre pour mettre l'accent de manière permanente sur les actions en attente, les goulots d'étranglement et les prochaines étapes. Le Gouvernement a une maîtrise totale du Programme et demeure résolu à le mettre en œuvre malgré l'impact de la situation politique. Depuis la préparation et la conception de cette opération, plusieurs risques substantiels (stabilité du cadre macroéconomique, situation politique et sécuritaire, désastres naturels, limites de la capacité institutionnelle) ont été identifiés, qui pourraient affecter le succès des retombées en termes de développement. Les leçons suivantes ont été apprises, qui pourraient s'avérer utiles à l'avenir pour Haïti ainsi que pour d'autres petits pays :

- Pour appuyer la mise en œuvre de réformes, les programmes basés sur les politiques doivent être simples et directs dans les petits pays où les risques de graves désastres naturels sont grands. Dans les petits pays où les risques de graves désastres naturels sont élevés les programmes basés sur les politiques doivent être simples et directs afin de soutenir la mise en œuvre des réformes.
- Les actions relatives aux politiques doivent reconnaître les difficultés environnementales du pays et son histoire. Elles doivent cibler le renforcement des institutions et des cadres juridiques et de régulation pour assurer une gestion adéquate des flux d'assistance.
- Les pays victimes de graves désastres naturels ont besoin d'un solide support institutionnel en appui à des réformes critiques visant la restauration des fonctions institutionnelles. L'assistance technique est indispensable pour cet appui.

La Matrice de Politiques du Programme doit être concise, avec peu de mesures et des indicateurs de résultats clairement définis sous contrôle du Gouvernement avec un solide appui des bailleurs et montrant la priorisation de la réforme dans un délai raisonnable. Un dialogue soutenu entre le Gouvernement et la communauté des bailleurs pourrait aider à tacler ce point.

RÉDUCTION DES RISQUES DE DÉSASTRE DANS LE DÉPARTEMENT DU SUD – FINALISÉ

MONTANT	US \$ 11 Millions
SOURCES DE FINANCEMENT	PAM (US\$ 2m), PNUD (US\$ 1m), FRH (US\$ 8m)
DATE D'APPROBATION	21 octobre 2010
DATE DE CLOTURE	31 août 2012
SECTEUR	Agriculture, élevage et pêche, Gestion et Prévention des Désastres, Gestion des Bassins Versants et Développement Local
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	PNUD, PAM, FAO

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH est totalement décaissée. Ce projet est achevé et a été exécuté par différentes agences de l'ONU, produisant les résultats suivants via ces agences :

Avec le PNUD:

- 3600 emplois temporaires créés chaque mois dans des zones ciblées ;
- 730 mètres linéaires de canal de drainage construits (430 m à Torbeck et 300 m aux Coteaux) ;
- 1300 ha de terres reboisés de différentes espèces d'arbres ;
- 1,5 million de semences en préparation pour le reboisement de 1000 ha de terres à Saint-Louis, avec la Direction Départementale du Sud du Ministère de l'Environnement ;
- 400 ouvriers formés à la construction de gabions pour aider les membres de la communauté à mieux se positionner sur le marché du travail ;
- 9 pépinières de plantules stratégiques construites en appui au projet de reboisement dans des zones ciblées (générant 1,4 million de plantules) ;
- 1320 mètres linéaires de berges protégés par des gabions ;
- 13,949 mètres linéaires de filons-couches et digues construits pour retenir l'eau ;
- 30,550 mètres de canal d'irrigation et drain nettoyés ;
- 20 cartes thématiques élaborées ;
- Un guide de méthodologie a été préparé pour la planification de la gestion des bassins versants ;
- 42 agronomes et techniciens travaillant dans l'agriculture certifiés via des sessions de formation au développement et à l'application de plans agricoles aux Cayes en septembre 2012 ;
- 12 membres du personnel technique formé au Costa Rica en mars 2012 au Développement des Capacités de Gestion de Bassins Versants, dont 5 du Ministère, 5 du PNUD et 2 Directeurs Départementaux du Ministère de la Planification et Agriculture ;
- 35 ingénieurs, agronomes ou artisans formés aux « Travaux Publics de protection des berges et prévention d'éboulement ».

Avec la FAO:

- 227 ha reboisés de 250,119 plantules d'arbres fruitiers, dont 225,000 obtenus par appels d'offres et 25,119 produits localement par des organisations communautaires ;
- Onze (11) pépinières de plantules ont été construites à Aquin et Saint-Louis du Sud ;
- Treize (13) Champs Ecoles de Paysans (CEP) ont été lancés ;
- Un module de formation pour facilitateur-producteur et deux modules de formation pour formateur ont été préparés avec la participation d'agronomes du projet et du BAC ;
- Six sessions de formation ont été organisées avec 68 membres du personnel de ministères, agriculteurs, ONG et OC dans les CEP ;
- 52 producteurs-facilitateurs ont reçu une formation ;
- 10 associations de femmes appuyées dans le domaine de l'agriculture à valeur ajoutée ;
- 1000 ménages directement affectés par le Cyclone Emily ont été appuyés et ont reçu des outils et des semences ;
- 144,000 plantules de bananiers ont été distribuées à des agriculteurs.

RÉDUCTION DES RISQUES DE DÉSASTRE DANS LE DÉPARTEMENT DU SUD – FINALISÉ

RESULTATS A DATE

EVALUATION, LECONS APPRISSES ET MEILLEURES PRATIQUES

Ce programme a identifié de nouveaux défis en matière de réduction de la vulnérabilité. Parmi ces défis, peuvent être cités :

- La création d'opportunités de succès par l'inclusion des autorités dans l'établissement du Comité de pilotage pour faciliter la mise en œuvre ;
- L'identification de la majorité des poches vulnérables dans le Département du Sud ;
- L'inventaire ou l'identification préalable des capacités des fournisseurs sur le terrain pour les biens et services à utiliser dans le cadre du programme ;
- Le développement de meilleures informations sur les capacités de réponse des organisations locales ;
- La préparation d'un outil (le guide méthodologique pour la gestion des bassins versants) mieux adapté aux réalités des communautés, à utiliser par les partenaires ;
- La participation au développement des capacités de 89 membres du personnel local à la gestion des bassins versants, l'établissement de plans agricoles, la conception de travaux de protection au long des berges et contre les éboulements, etc...

Le programme a été évalué à différents niveaux, dont :

- Au niveau interne, le suivi et l'évaluation ont été régulièrement réalisés par des missions du PNUD, et des activités civiques ont été organisées pour sensibiliser le personnel administratif au sujet du travail réalisé sur le terrain ;
- Au niveau des bailleurs (FRH, PNUD, CSI, DSRSG/RC/HC, Norvège), des missions individuelles ou conjointes régulières ont eu lieu ;
- Parallèlement, une mission d'évaluation de l'Institut International pour la Loi et les Politiques, une firme indépendante, a été réalisée entre le 28 mai et le 9 juin 2012 ;
- Une équipe d'évaluateurs de la CATIE a évalué les structures de protection, les ravins de correction, la conservation des sols et le reboisement après le passage du cyclone Sandy. Cela a abouti à des recommandations pour l'amélioration de la qualité des travaux et pour assurer la durabilité des projets mis en œuvre.

Pour toute future duplication, la stratégie pourrait être adaptée dans les domaines suivants, sur la base des leçons apprises de ce projet:

- Connaissance de la zone d'intervention;
- Communication avec d'autres organisations et agences de financement sur le terrain ;
- Bonne conception du document de programme ;
- Développement d'une étroite relation avec les autorités locales et les communautés ;
- Nécessité d'appuyer et/ou de renforcer la synergie avec des institutions partenaires dans l'établissement de dispositions préalables relatives à des difficultés potentielles ;
- Organisation de sessions de travail avec des institutions partenaires seniors sur la direction à prendre pour faciliter une gestion efficace du projet ;
- Evaluation périodique et à mi-parcours du programme ;
- Assurer un suivi régulier avec les partenaires d'exécution ; et
- Communication avec le public sur les activités du programme et l'organisation responsable de l'exécution.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif : contribuer à la réduction des risques via le développement et la gestion des bassins versants, la création d'emplois et le développement agricole dans le Département du Sud. De plus, le projet aura un impact économique avec la création de travaux à haute intensité de main-d'œuvre de 200,000 homme/jours, l'amélioration des chaînes de valeur ainsi que l'ouverture des marchés nationaux du maïs et du riz. Pour atteindre ces objectifs, les activités du projet sont centrées sur :

- Le développement d'outils tels que des systèmes d'information géographique, pour le développement et la gestion participative des bassins versants aux niveaux national, régional et local.
- Des pratiques de développement durable
- de bassins versants pour la diminution des risques de désastres, y compris le renforcement des berges, l'établissement de systèmes durables d'agroforesterie, et le développement de filons-couches et de digues.
- Adresser les problèmes de vulnérabilité socioéconomique et d'insécurité alimentaire de la population via la protection de l'environnement, la création d'emplois et l'agriculture durable, y compris le développement de chaînes de valeur agricole.
- Développement des capacités aux niveaux national, régional et local via des ateliers sur les risques de désastre et la gestion des bassins versants.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DES RISQUES DE DÉSASTRE – FINALISÉ

MONTANT	US \$ 2 millions
SOURCE DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 2m)
DATE D'APPROBATION	15 décembre 2010
DATE DE CLOTURE	31 janvier 2012
SECTEUR	Gestion et prévention des désastres
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	OIM, Direction de la Protection Civile, Ministère des Travaux Publics, Transport et Communications, Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), Direction Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (DINEPA), Croix Rouge.

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH est totalement décaissée, et le projet est achevé et a produit les résultats suivants:

- Projet finalisé avec succès en mars 2012.
- Quatre nouveaux abris construits et 10 autres réparés, augmentant la capacité du pays pour 2000 personnes de plus en termes d'espace sûr.
- Guide préparé pour la Gestion des abris d'évacuation.
- Evaluation structurelle de 500 abris potentiels à Port-au-Prince.
- Cartographie de 600 abris additionnels.
- Appui au Comité Thématique pour l'Evaluation de la Gestion des Abris.
- Atelier avec des autorités locales de l'aire métropolitaine sur la planification et l'organisation d'une évacuation en cas de cyclone.
- Formation sur le terrain pour améliorer la résilience de la population en cas de désastre naturel (400 participants).
- Formation pour la DPC à la Gestion des Abris d'évacuation (100 participants).
- Formation pour la DPC, le MAST, la Croix Rouge Haïtienne, la DINEPA, aux Enquêtes sur les Abris d'Evacuation (50 participants).

EVALUATION, LECONS APPRIS ET MEILLEURES PRATIQUES

Dans le cadre de ce projet, plusieurs évaluations ont été réalisées qui ont abouti à : des évaluations structurelles d'édifices potentiellement utilisables comme abris dans tous les dix départements ; l'identification des failles dans les systèmes d'évacuation ; la préparation du plan de travail du Comité Thématique ; et l'identification des besoins pour le processus d'évacuation.

Le programme a relevé plusieurs défis qui ont un impact direct sur l'exécution du projet :

- Difficulté en matière de propriété foncière impossible à clarifier via des mécanismes gouvernementaux pour certains édifices ;
- Retards de différentes initiatives de développement des capacités suite à une longue période de transition gouvernementale ;
- Complications dans l'utilisation des abris d'évacuation et leur entretien ;
- Utilité de la formation de base aux premiers secours non seulement en vue de désastres naturels potentiels mais aussi pour des événements de la vie quotidienne tels que les accidents de la circulation là où les services d'urgence sont nécessaires et très limités dans certaines zones.

A l'avenir, tout projet ciblant un processus d'évacuation ou des abris devra tenir compte des points suivants:

- Poursuite des évaluations des abris et de l'évacuation en dehors de Port-au-Prince ;
- Plus grande dissémination du Guide sur les Abris d'évacuation et la formation de la communauté ;
- Développement de normes techniques pour les abris (force des vents, normes structurelles, repérage et proximité des dangers, etc.) ;
- Poursuite du processus de sensibilisation de la communauté sur les procédures d'évacuation et l'utilisation des abris.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: augmenter la capacité du Gouvernement et du peuple haïtien à se préparer pour faire face aux risques de désastre et les gérer. Le projet a été exécuté au niveau national et a spécifiquement fourni un appui au renforcement de la capacité de coordination et d'opération de la Direction de la Protection Civile (DPC).

La capacité de préparation et de gestion des risques de désastre a été renforcée via :

- Le renforcement de la capacité de la Direction de la Protection Civile en matière de préparation et de gestion des risques de désastres dans les camps et au niveau communautaire ;
- L'augmentation de la résistance des groupes vulnérables de la population ; et
- L'augmentation de la disponibilité des abris temporaires.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU SUD-OUEST D'HAÏTI – FINALISÉ

MONTANT	US\$ 12.55 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	UNEP, Norvège (US\$ 0.55 M), Catholic Relief Services, USAID (US\$ 4M), FRH (US\$ 8M)
DATE D'APPROBATION	21 octobre 2010
DATE DE CLOTURE	30 juin 2013
SECTEUR	Gestion des Ressources Naturelles, Services Sociaux, Développement Economique et Infrastructures, Gouvernance et Réduction des Risques de Désastre, Général.
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	UNEP, UNOPS, CRS, Earthspark

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH a été décaissée.

Le Gouvernement haïtien a officiellement avalisé la planification (études sectorielles, plans stratégiques) faite par le projet. La dissémination des plans et stratégies a permis d'assurer un financement pour cinq programmes pluriannuels de l'Initiative de la Côte Sud :

- Mer du Sud : Ecosystèmes marins et gestion côtière intégrale (MDE, MARNDR, MDT).
- Terres du Sud : Ecosystèmes terrestres et gestion des bassins versants (MDE, MARNDR).
- Route du Sud : Routes, ponts et débarcadères (MTPTC).
- Energie du Sud : Sécurité énergétique et sources d'énergie renouvelable (MSE).
- Plateforme de Gouvernance : Appui à la planification plurisectorielle aux niveaux départemental et municipal (Délégation du Sud, MPCE, Municipalités).

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Ce projet représente la première phase d'une initiative sur 20 ans, plurisectorielle, de redressement et de développement durable pour la région du Sud-Ouest et la péninsule Sud d'Haïti. L'objectif de la première phase est de générer des bénéfices pratiques rapides et développer le programme de plus long terme. A la longue, le projet entend avoir un impact sur toute la zone de 600 m2 de Tiburon, Port Salut et Ile à Vache, servant, selon les estimations, 205.000 bénéficiaires.

La vision sur 20 ans et le but du programme proposé sont centrés sur :

- Cible multiple et pluri-thématique, et besoins en termes de développement communautaire et opportunités dans les limites géographiques de la zone du programme.
- Opportunités d'investissement dans le transport à grande échelle et les infrastructures électriques dans le Département pour transformer le potentiel de la zone du programme.

EVALUATION, LECONS APPRIS ET MEILLEURES PRATIQUES

Parmi les défis identifiés était la nécessité de réaliser des synergies avec d'autres agences de l'ONU pour le succès de la phase de mise en œuvre du projet. Les discussions ont commencé (UNICEF, PAM, FAO) après que le financement du programme ait été assuré, pour couvrir des secteurs sociaux comme l'éducation, la santé, l'assainissement, la sécurité alimentaire, et pour créer d'autres partenariats solides et stratégiques pour le succès du programme.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA CIRH FINALISÉ

MONTANT	US \$ 1 million
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 1m)
DATE D'APPROBATION	5 avril 2011
DATE DE CLOTURE	30 juin 2012
SECTEUR	Développement de capacités
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	CIRH

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH est totalement décaissée, et a produit les résultats suivants :

- Renforcement du Bureau de Communication de la CIRH;
- Sensibilisation du public sur les actions et réalisations de la CIRH ;
- Campagne de sensibilisation à l'échelle nationale ;
- Développement des capacités de la CIRH en termes de services juridiques ;
- Etablissement d'un solide cadre juridique et administratif pour faciliter le transfert de compétences et de ressources ; et
- Application d'un processus automatisé de révision et de suivi des projets soumis à la CIRH.

Le reste de la contribution du FRH a été utilisé pour transférer compétences et responsabilités au GH, spécifiquement à la nouvelle contrepartie du FRH, le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, particulièrement en matière de conception et de gestion d'une base de données décentralisée (MGAE) permettant (1) de faire le suivi de tous les projets et pas seulement de ceux approuvés par la CIRH, (2) de développer davantage les capacités du GH à coordonner la mise en œuvre de l'aide externe dans le pays.

EVALUATION, LECONS APPRISSES ET MEILLEURES PRATIQUES

Compte tenu du faible montant du don, aucune évaluation n'a été faite pendant le mandat de la CIRH. La transition ayant eu lieu à la fin du projet, il n'y a eu aucune évaluation ni étude du programme global.

L'incertitude relative à l'extension du mandat de la CIRH a été l'un des principaux défis. Cette incertitude s'étant maintenue jusqu'à la fin du projet, il n'existait aucune possibilité d'établir un transfert systématique et continu des responsabilités du Secrétariat de la CIRH aux agences gouvernementales identifiées en charge de ces fonctions.

Après un conflit ou un désastre, on constate généralement la mise en place d'une association conjointe de bailleurs et du gouvernement pour faire face aux besoins urgents du pays. Cependant, cela présente souvent deux points faibles :

- Considération inadéquate des aspects intégraux et immédiats du développement de capacités nationales durables.
- Aspects relatifs au financement de la coordination et de l'efficacité de l'aide.

L'appui à l'efficacité de l'aide, qui est une responsabilité collective des bailleurs, doit être financé à partir de ressources rendues disponibles pour le pays récipiendaire. Cela pourrait se faire par le biais de la sensibilisation et du renforcement systématique de tous les partenaires en matière de gestion effective de l'assistance.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: renforcement de les capacités opérationnelles de la CIRH à travers l'amélioration des volets communication et juridique, des processus de gestion de l'information pour la révision et le suivi des projets et tout autre besoin de renforcement des capacités nécessaires au bon fonctionnement de l'institution via :

- **La réalisation d'une campagne nationale de sensibilisation:** L'équipe de communication de la CIRH élaborera une campagne nationale de sensibilisation relative aux activités de la CIRH via une firme haïtienne spécialisée en campagnes d'information.
- **Modélisation du processus de révision et de monitoring de projets :** mise en œuvre de la seconde phase de modélisation du processus de révision de projets ;
- **Assistance juridique à la CIRH :** recrutement d'un cabinet local d'avocats pour aider la CIRH à établir un cadre juridique conforme aux lois d'Haïti, et création d'un manuel de procédures juridiques et administratives qui faciliterait également le transfert de compétences et de ressources à la fin du mandat de la CIRH.
- **Mise en œuvre d'un programme de formation et d'information :** établissement d'un programme de formation et d'information pour toutes les personnes impliquées et intéressées aux efforts de reconstruction entrepris partout dans le pays.

REDRESSEMENT PAR SECTEUR ET ÉLIMINATION DE DÉBRIS À PORT-AU-PRINCE (DÉBRIS 1) – FINALISÉ

MONTANT	US\$ 16.95 Millions
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (\$ 16.95m)
DATE D'APPROBATION	17 août 2010
DATE DE CLOTURE	30 juin 2013
SECTEUR	Élimination de Débris, Création d'Emplois
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	PNUD, ONU Habitat, OIT, MTPTCE

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH est totalement décaissée

Le projet a été exécuté par quatre agences de l'ONU (PNUD, ONU Habitat, OIT et UNOPS) via différentes ONG locales et internationales et des agences gouvernementales. Les résultats suivants ont été atteints pendant l'année :

- 378,358 mètres cube de débris éliminés et transformés dans le cadre du projet dans six zones de Port-au-Prince, Delmas et Martissant.
- Au moins 8,200 personnes, dont 27% de femmes, ont trouvé un emploi dans le processus de réhabilitation de leurs zones.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: éliminer les débris, et contribuer à la réhabilitation et à la reprise économique ainsi qu'au renforcement des moyens de survie dans des zones urbaines de Port-au-Prince.

EVALUATION, LECONS APPRISSES ET MEILLEURES PRATIQUES

- Un processus d'évaluation a été suivi pour évaluer les leçons apprises et les meilleures pratiques. Quatre produits ont été identifiés:
 - Introduction générale à la Gestion des Débris: « La pointe de l'iceberg »;
 - Guide technique pour la Gestion des Débris ;
 - Une liste d'experts ;
 - Collection de documents et de cadres utilisables par d'autres projets de gestion de débris. Le lancement est prévu pour les prochains mois.
- Une collaboration avec Gary Victor, un écrivain haïtien, a résulté en la préparation d'un livre, « Collier de Débris », paru le 25 juin 2013 et disponible pour le public.

16 QUARTIERS/6 CAMPS EN COURS

MONTANT	US\$ 78, 930,791
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 30m); Corée (US\$ 1.5m); Canada: (C\$ 20m)
DATE D'APPROBATION	21 septembre 2011
SECTEUR	LOGEMENT
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	OIT, OIM, PNUD, UNOPS

RESULTATS A DATE

69% de la contribution du FRH ont été décaissés (US\$ 20, 537,279), produisant les résultats suivants:

- Enregistrement des bénéficiaires et validation de leur déménagement en collaboration avec les autorités locales et les comités de camp. Sessions de formation tenues pour toutes les personnes déplacées sur leurs droits et responsabilités selon les lois nationales et internationales.
- 10,987 familles ont reçu de l'aide au logement (dont 5,411 ont reçu un transfert de cash).
- 50 camps fermés.
- Visites de suivi aux familles déménagées des sites (entre 6 et 12 semaines après leur déménagement du camp).
- Une stratégie de communication de 24 mois a été élaborée, couvrant la mobilisation communautaire, une campagne publique, et la diffusion d'informations :
 - Calendrier 2013 16/6;
 - Courts et longs métrages, y compris la préparation des scénarios et la mise en scène (deux vidéos-films ont été préparés) ;
 - Sessions de formation et de sensibilisation pour des bénéficiaires dans des camps et des communautés ciblées ;
 - Album du projet contenant toutes les photos des activités du projet ;
 - Création de comptes sur des sites web de médias sociaux et leur actualisation régulière (comptes créés sur Twitter et Facebook. Site en construction).
 - Conférences et autres activités médiatiques ciblant la presse locale et internationale (deux histoires de succès) ;
 - Dissémination de pamphlets et de bulletins (bandes dessinées – Chimen Lakay) en français et en créole haïtien ;
 - Matériels pour la visibilité (banderoles, affiches, t-shirts) préparés pour les activités du projet ;
 - Réhabilitation de 10 kiosques d'information communautaire ;
 - Lancement d'un concours de photos sur le thème 16/6 avec des jeunes de zones vulnérables. Le concours a débuté par une session de formation de deux semaines sur la photographie pour 10 jeunes. Les meilleures photos ont été utilisées pour préparer le calendrier 16/6 pour 2013.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: réhabiliter 16 quartiers pour améliorer les conditions de base via la participation communautaire et fermer six camps prioritaires.

EVALUATION, LECONS APPRISES ET MEILLEURES PRATIQUES

Temps forts de l'évaluation:

- Un premier atelier de systématisation s'est tenu le 26 février 2013, un autre se tiendra en juillet 2013 ;
- Un atelier de restitution s'est tenu les 17 et 18 janvier 2013 sur les résultats et réalisations du projet ;
- Une enquête sur la satisfaction en ce qui concerne les maisons réparées a été réalisée, finalisée en mai 2013 ;
- Partage des leçons apprises avec d'autres partenaires en vue de la réplication de la composante logement du projet.

16 QUARTIERS/6 CAMPS EN COURS

RESULTATS A DATE

- Un système a été créé pour vérifier le statut technique et juridique de toutes les propriétés proposées pour location ;
- 63 formateurs ont été formés et ont reçu un certificat d'APP de l'INFP ;
- 570 ouvriers ont reçu une formation à la construction parasismique et, après 900 heures de travail dans le projet sous la supervision des formateurs, ils deviendront éligibles pour un certificat CAP de l'INFP. Ils pourront ensuite travailler pour d'autres agences et institutions ;
- 16 formateurs ont été formés à l'aide du module SECO ciblant le renforcement d'entreprises ; 7 entrepreneurs ont reçu une formation et 15 entreprises ont directement bénéficié de ce renforcement ;
- 4,307 évaluations techniques de maisons endommagées ont été faites à date ;
- 1,307 familles ont bénéficié de la réparation de maisons endommagées, et un total de 827 maisons ont été réparées, dont 729 sur demande d'une agence et 98 sur demande des propriétaires. 106 autres maisons (demande des propriétaires) sont en train d'être réparées à Villa Rosa au Canapé-Vert ;
- Six entreprises locales ont été recrutées pour réparer des maisons endommagées et 52 maisons rouges ont été reconstruites (19 à Morne Hercule, 25 à Morne Lazare et 5 à Nérette). 60 maisons sont actuellement en construction dans quatre quartiers : Morne Hercule (10), Morne Lazare (16) et Jean Baptiste (10) ;
- 87 ouvriers ont été formés en collaboration avec le MTPTC, 100 bénéficiaires ont été formés aux techniques de construction à Morne Hercule dans le cadre d'un processus collaboratif avec l'OIT ; 1207 familles ont reçu une formation aux meilleures pratiques de construction et 382 emplois temporaires ont été créés dans la réparation de maisons, dont 38 tenus par des femmes ;
- Huit plateformes communautaires ont été établies, approuvées par les autorités locales et le Ministère des Affaires Sociales, et sont opérationnelles à Morne Lazare, Morne Hercule, Nérette, Jalousie, Villa Rosa, Jean Baptiste, Bois Patate et Morne Hébo ;
- 13 sessions de formation se sont tenues au profit de membres des plateformes communautaires pour renforcer leur capacité d'appui et de leadership des communautés ;
- 14 petits projets ont été identifiés avec les plateformes communautaires. Un montant maximum de US\$ 20,000 est disponible pour l'exécution de ces projets qui seront gérés directement par les plateformes ;
- Sept sites ont été identifiés pour la construction de centres communautaires. Le processus juridique est en cours avec les municipalités pour l'achat des terrains et le démarrage de la construction ;
- Pendant l'année, peuvent être citées les réalisations suivantes dans les secteurs de l'assainissement, eau, électrification, infrastructures communautaires, routes et création d'emplois :
 - 11 sources d'eau potable sont en train d'être réhabilitées par deux firmes locales dans les zones suivantes : 1 à Morne Lazare, 5 à Morne Hercule et 5 à Nérette ;
 - 492 lampadaires solaires ont été installés à Morne Hercule, Morne Lazare, Nérette, Bois Patate, Canapé-vert, Morne Hébo, Villa Rosa. Des travaux sont en cours pour l'installation de 13 usines d'électricité à Nérette et à Bois Patate après consultation avec des membres de la communauté ;
 - Un quartier (Nérette) a été nettoyé. Des travaux d'assainissement sont encore en cours dans trois autres quartiers (Morne Hercule, Morne Hébo et Bois Patate) ;
 - Deux espaces communautaires ont été réhabilités à Morne Lazare et à Nérette ;
 - 3205 mètres de rues à Morne Hercule, Morne Lazare, Nérette et Canapé-vert ; 3228 mètres de trottoirs à Morne Hercule, Morne Lazare et Nérette ; 307 mètres de murs de rétention ont été construits à Morne Hercule et à Nérette, entraînant la création de plus de 2036 emplois dans des travaux d'infrastructure dans huit quartiers.
- Une évaluation du secteur de la micro-finance fut finalisée, et 170 petites entreprises ont bénéficié de prêts via un partenariat entre l'OIT et l'ACME, ce qui a résulté en la création de jusqu'à 340 emplois.

EVALUATION, LECONS APPRISES ET MEILLEURES PRATIQUES

Temps forts de l'évaluation:

- Un premier atelier de systématisation s'est tenu le 26 février 2013, un autre se tiendra en juillet 2013 ;
- Un atelier de restitution s'est tenu les 17 et 18 janvier 2013 sur les résultats et réalisations du projet ;
- Une enquête sur la satisfaction en ce qui concerne les maisons réparées a été réalisée, finalisée en mai 2013 ;
- Partage des leçons apprises avec d'autres partenaires en vue de la réplication de la composante logement du projet.

DÉMOLITION ET ÉLIMINATION DE DÉBRIS A L'AIDE D'ÉQUIPEMENT LOURD (DÉBRIS 2) – FINALISÉ

MONTANT	US\$ 25 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 25m)
DATE D'APPROBATION	7 avril 2011
DATE DE CLOTURE	30 juin 2013
SECTEUR	Logement
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	PNUD (en partenariat avec ONU-Habitat, OIT, MTPPTCE, Municipalité de Port-au-Prince, Municipalité de Pétion Ville)

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH est totalement décaissée.

- 536,179 mètres cube de débris enlevés dans quatre zones de Port-au-Prince et de Pétion-Ville;
- 16,163 emplois temporaires créés, dont 37.8% tenus par des femmes.
- Des plateformes communautaires validées par les autorités, et opérationnelles. Dans le projet du Champ de Mars, la plateforme communautaire de Fort National est en train d'être créée ainsi que le diagnostic urbain pour cette communauté. 12 facilitateurs de cette communauté ont été formés dans les domaines de la cartographie et de la topographie.
- Tous les produits pour la planification communautaire (diagnostic urbain, fiches techniques de projets et plan de restructuration) sont finalisés pour les neuf zones d'intervention ciblées. Le plan identifiant les projets utilisant des débris recyclés et des facteurs opérationnels techniques est également terminé.
- 390 personnes formées à la gestion des affaires.
- 10 micros et petites entreprises locales formées et renforcées en technique de recyclage et gestion des affaires, et prêtes à entrer sur le marché en tant qu'entreprises sociales de recyclage.
- 366,899 pavés et 17,836 tuiles produits à l'aide de débris recyclés provenant de Pétion-Ville, Turgeau, Bel Air, Fort National et Carrefour Feuilles, et partiellement utilisés pour réhabiliter sept rues de plus à Carrefour Feuilles.
- Neuf unités de logement construites à l'aide de débris recyclés. C'est le seul projet de construction à l'aide de débris recyclés approuvé par le MTPPTC.
- 450 mètres carré de rues réhabilitées à Pétion-Ville et à Turgeau à l'aide de débris recyclés.
- L'UCLB et la Municipalité de Pétion-Ville ont commandé 60,000 pavés à des micro-entrepreneurs de Morne Hercule et de Turgeau.
- Les micro-entreprises de Morne Hercule et de Turgeau ont également reçu des commandes de pavés du secteur privé

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: accélérer le déménagement de personnes déplacées vivant actuellement dans des lieux squattés en utilisant de l'équipement lourd pour accélérer la démolition des édifices et l'élimination des débris.

EVALUATION, LECONS APPRISES ET MEILLEURES PRATIQUES

Le PNUD a finalisé un processus de révision de toutes les connaissances et données acquises en matière de gestion de débris. Ce processus facilitera d'autres activités dans le secteur de la gestion des débris et l'atteinte d'objectifs de projets tout en suivant un calendrier plus exact au niveau socioéconomique. Les leçons apprises seront disséminées pendant l'été 2013.

RECONSTRUCTION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION EN COURS

MONTANT	US\$ 81 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	BID (US\$ 50 m), ACDI (US\$ 20m), First Citizen Bank T & T (US\$ 1m), FRH (US\$ 10m)
DATE D'APPROBATION	15 décembre 2010
SECTEUR	Education
ENTITE PARTENAIRE	BID
AGENCE D'EXECUTION	Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle, et Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES)

RESULTATS A DATE

61% de la contribution du FRH ont été décaissés (US\$ 6, 080,749).

- Après identification de sept sites pour la construction d'écoles, un processus de sélection par appels d'offres internationaux a été lancé pour la construction des écoles. L'octroi des contrats et le démarrage des travaux est prévu pour octobre 2013.
- 52,484 kits d'élèves, 143 kits d'enseignants, 80,000 uniformes et 50,000 manuels scolaires ont été distribués. A cause du cyclone Sandy, la distribution a été interrompue ; mais le reste du matériel sera distribué au début de la prochaine année scolaire.
- Dans le cadre de la seconde composante du projet, une partie des ressources du FRH a été utilisée pour appuyer la formation d'enseignants du MENFP (77 enseignants du fondamental) en plus de ceux formés par la composante de la BID. Le reste sera utilisé pendant la prochaine année pour poursuivre la formation des enseignants.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: appuyer la reconstruction d'infrastructures scolaires et améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et fondamentale pour un minimum de 5,000 enfants.

Le Programme compte deux composantes:

- Cette composante financera la construction de 10 écoles dans des communautés actuellement dépourvues d'écoles. Chaque école comptera neuf salles de classe, une zone pour le préscolaire, des terrains de sport en plein air, des systèmes d'égout, l'électricité (probablement via l'énergie solaire), l'eau potable et des réservoirs d'eau, la sécurité (i.e., clôture), une cuisine pour les cantines scolaires, des salles de bain, des édifices administratifs, une salle pour les agents de sécurité, et, si le site le permet, une cour. Les édifices scolaires seront construits pour résister tant aux cyclones qu'aux tremblements de terre.
- Cette composante financera l'ameublement, l'équipement et des matériels éducatifs. Toutes les salles de classes et l'édifice administratif des écoles seront équipés de placards, bureaux et chaises pour les élèves, les enseignants et les directeurs. La cantine de l'école sera équipée de meubles et d'ustensiles de cuisine.

PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT ET À LA RECONSTRUCTION DE QUARTIERS - EN COURS

MONTANT	US\$ 30.941 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 24.67m); MPCE (US\$ 5.7m); PNUD (US\$ 0.4m)
DATE D'APPROBATION	1er mars 2011
SECTEUR	Logement
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	OIT, ONU-Habitat, PNUD, UNPF, MPCE, MICT, MPTPCE, CNIGS, IHSI

RESULTATS A DATE

56% de la contribution du FRH ont été décaissés (US\$ 13, 467,666), produisant les résultats suivants:

- Une méthodologie de recensement a été finalisée l'an dernier, ainsi que la formation du personnel. Une collecte de données utilisant cette méthodologie est en cours. Les travaux s'achèveront pour 590 SDE (Pétion-Ville, Port-au-Prince, Tabarre) et le traitement des données est en cours. Des rapports seront bientôt disponibles ;
- A date, la cartographie et l'inventaire de la construction de 2,467 SDE sont achevés à Pétion-Ville, Port-au-Prince, Tabarre, Cité Soleil, Croix des Bouquets et Carrefour. La cartographie de 1,935 SDE est disponible et le processus se poursuit ;
- Un consultant local en IGS du CNIGS a été recruté et travaille actuellement à l'IHSI, améliorant ainsi la performance de l'unité d'IGS à l'IHS, et un processus de contrôle de la qualité a été établi pour la collecte des données.
- Tout l'équipement a été acheté et est en service. Un équipement additionnel (6 véhicules) a été livré à l'IHSI en avril 2013. D'autres suivront jusqu'à la fin du mois de septembre 2013 ;
- L'IHSI et le CNIGS partagent actuellement leurs données. Un mécanisme approprié doit être établi ;
- La Plateforme SILQ (Système d'Information sur le Logement et les Quartiers) est en train d'être testée et déployée en vue d'ajustements. La plateforme a été installée sur le serveur du CNIGS pour test avant le déploiement final ;
- La formation du technicien du SILQ a débuté en juin 2013 et prendra fin à la mi-juillet. Les promoteurs ont compris le concept de la cartographie web et les fonctions du SILQ pour qu'ils puissent former de futurs usagers de la plateforme. Le manuel de l'utilisateur et le manuel de formation seront disponibles à la fin de la session de formation ;
- Toutes les équipes ATL ont été recrutées (60 techniciens et personnel administratif). Un programme de formation a été établi en coordination avec la Direction de la Formation du MICT après évaluation des besoins en termes de formation de ce personnel ;
- Processus de recrutement pour 4 Centres de Ressources Communautaires (Tabarre, Cité Soleil, Carrefour et Croix des Bouquets) finalisé, et agents sélectionnés et recrutés. Le recrutement pour les CRC de Pétion-Ville et de Port-au-Prince est en cours. Pour St-Marc, Miragoane et Léogâne, leur processus d'installation est en cours (sélection réalisée). Une zone a été identifiée pour Jacmel, le processus administratif est en cours avec la DGI. Aucun progrès en matière d'identification d'espace à Delmas à date.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: Fournir les outils et systèmes de base dont le gouvernement central et local et leurs partenaires auront besoin pour programmer et gérer les ressources promises pour le logement et la reconstruction des quartiers. Les outils et systèmes à développer incluent le recensement total et l'enregistrement des ménages affectés par le tremblement de terre, un système de retraçage géo-référencé pour les projets de logement et de reconstruction de quartiers, et des unités de coordination tant au Ministère de la Planification qu'au Ministère de l'intérieur, permettant à ces agences de rationaliser les ressources reçues des bailleurs pour la planification stratégique régionale et le renforcement municipal.

Le projet est constitué des composantes suivantes :

- Recensement des quartiers et populations affectés par le tremblement de terre : ménages, logements, services et infrastructures ;
- Système d'information sur le logement et la reconstruction des quartiers ;
- Centres de Ressources Communautaires (CRC) ;
- Planification stratégique urbaine et régionale ; et
- Supervision technique, coordination, et monitoring et évaluation.

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DU LAIT ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS LAITIERS EN HAÏTI – EN COURS

MONTANT	US\$ 17 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 2m); TBD (US\$ 15m)
DATE D'APPROBATION	31 octobre 2011
SECTEUR	Agriculture, Elevage et Pêche, Assistance alimentaire
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	FAO, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

RESULTATS A DATE

56% de la contribution du FRH ont été décaissés (US\$ 1, 097,704), produisant les résultats suivants:

- Des associations de bénéficiaires ont été créées sur la base de critères du projet ;
- Des négociations sont en cours pour la signature d'accords entre partenaires et associations de producteurs de lait pour la gestion des produits laitiers ;
- La construction de trois centres de services et de trois laiteries est en cours et ces installations devraient être opérationnelles d'ici septembre 2013 (Côte de Fer, Torbeck et Thomazeau) ;
- L'équipement pour ces trois laiteries et le matériel pour les producteurs de lait ont été identifiés. Un appel d'offre international a été préparé et lancé. Le processus de sélection est en cours ;
- Les besoins en termes de formation sont en cours d'identification et des plans de formation appropriés seront préparés ;
- Les logo et stickers, site web, t-shirts et publicité pour la commercialisation sont en cours de préparation ;
- Des plans d'affaires pour ces trois laiteries sont en préparation, et cibleront les domaines suivants : opérations, gestion administrative et financière, analyse du marché, plan de marketing, plan financier, etc. ;
- L'achat de réfrigérateurs, congélateurs et camions isothermes est en cours (finalisé à 70%) ;
- Des écoles pour les bénéficiaires dans les zones ciblées ont été identifiées ;
- Des sessions de sensibilisation et de formation à la gestion de produits laitiers, ainsi qu'à des techniques améliorées de production, sont pratiquement achevées pour des membres du comité et des producteurs de lait (30 membres de comité et 300 agriculteurs).

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: créer 30 laiteries (dont six comptant des unités de production de fromage), gérés par des organisations d'agriculteurs. De plus, le projet fournira du lait et du fromage à des programmes de cantine scolaire.

Les activités du projet couvriront:

- Le renforcement organisationnel;
- L'amélioration de la productivité des vaches à lait;
- L'appui à la transformation et au marketing des produits laitiers.

Le projet sera exécuté dans les départements de Nippes, Sud, Artibonite, Ouest, Nord-Est, Centre et Nord.

PLAN DE PRÉVENTION DE SÉISME POUR LE NORD D'HAÏTI EN COURS

MONTANT	US\$ 9.96 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (US\$ 9.96m)
DATE D'APPROBATION	26 mai 2011
SECTEUR	Réduction des Risques de Désastres
ENTITE PARTENAIRE	ONU
AGENCE D'EXECUTION	PNUD

RESULTATS A DATE

24% de la contribution du FRH ont été décaissés (USD \$ 2, 273,514), produisant les résultats suivants:

- Des membres du Conseil des Risques Sismiques ont été identifiés dans les trois départements du Nord, et sont opérationnels. Les TDR ont été approuvés pour tous les comités ;
- Poursuite des activités de micro zonage au Cap-Haïtien, Fort Liberté, Port-de-Paix et Ouanaminthe. Un atelier national s'est tenu le 25 juin 2013 ;
- Des experts ont réalisé des missions d'étude sur le MASW pour caractériser les sols ;
- L'interprétation de cartes a permis l'identification de certaines lignes de faille. Des cartes achevées ont été soumises aux autorités nationales pour utilisation dans des programmes de planification régionale ;
- Des travaux de recherche et d'analyse sur la vulnérabilité sismique ont débuté dans le cadre d'ateliers de planification et de collecte de données. Des visites techniques pour l'évaluation des infrastructures publiques dans des villes ciblées ont débuté pour les classer selon les enjeux implicites. Les premières sessions de formation pour ingénieurs sont prévues pour le troisième trimestre de 2013 (30 du secteur public et 30 du secteur privé). Ils recevront une formation et un certificat en matière de construction parasismique ;
- Une campagne de sensibilisation s'est poursuivie, et plusieurs activités ont été organisées du 7 au 10 mai 2013 au Cap-Haïtien, Port-de-Paix et Fort Liberté (marches, expositions nationales de concernés, concours interscolaires, etc.). Plus de 10,000 personnes (étudiants, sauveteurs, représentants de la Croix Rouge, professionnels de la construction, autorités de protection civile, experts et éducateurs du SEMANAH) ont participé à ces activités ;
- Le bureau d'une ONG est opérationnel au Cap-Haïtien avec l'appui du projet. Cette institution, spécialisée en risques sismiques, procédera à l'inventaire, à l'analyse de la vulnérabilité et au renforcement de constructions, etc.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Objectif: réduire la vulnérabilité du Nord-Est, du Nord et du Nord-ouest aux menaces sismiques par le renforcement de la résistance de l'infrastructure et de la population pour minimiser les pertes économiques et les décès en cas de séisme à l'avenir.

PROJET DE LOGEMENT ET DE RECONSTRUCTION DE QUARTIERS À PORT-AU-PRINCE – EN COURS

MONTANT	US\$ 65 millions
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (\$ 65m)
DATE D'APPROBATION	15 décembre 2010
SECTEUR	Logement
ENTITE PARTENAIRE	Banque mondiale
AGENCE D'EXECUTION	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD)

RESULTATS A DATE

22% des contributions du FRH ont été décaissés (US14 Millions), produisant les résultats suivants :

- Deux contrats ont été signés et les activités ont démarré dans deux quartiers après avoir souffert de certains retards dus à l'approbation du programme de travail et à des problèmes de sécurité dans un quartier.
- Des programmes de réparation sont en cours, ainsi que la transformation et la consolidation d'abris sélectionnés de grande qualité en logements permanents. 333 ménages ont bénéficié d'un appui pour la réparation et la construction.
- 200 ménages ont reçu des subventions pour leurs loyers dans des quartiers, et 6,121 ont reçu des subventions pour partir des camps.
- Deux contrats d'appui au retour en toute sécurité de 13,000 familles dans leurs quartiers ont été signés et son exécution est en cours dans deux vastes camps.
- 6,420 mètres cube de débris ont été enlevés.
- 183 maisons ont été réparées/modernisées.
- 150 unités de logement ont été transformées.
- Deux CRC ont été établis dans deux quartiers ciblés.
- Une assistance technique est fournie à l'UCLBP (qui joue un rôle leader dans la supervision et la promotion des projets de reconstruction et pour assurer la due considération des aspects et impacts sociaux du processus d'exécution) et au BMPAD pour l'amélioration de la capacité d'exécution et la préparation de directives.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Ce don rend possible l'extension d'un programme de \$ 30 millions financé par l'IDA déjà en cours pour la réparation et la reconstruction de logements endommagés (marqués en jaune) et gravement endommagés (marqués en rouge) dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince, dont Delmas, Carrefour Feuilles et autres.

Plus spécifiquement, le projet entend appuyer des résidents de quartiers sélectionnés de Port-au-Prince gravement affectés par le séisme à retourner dans leurs communautés en les aidant à réparer et/ou reconstruire leurs maisons et en améliorant les infrastructures de services communautaires de base.

SOUTIEN À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN OPÉRATIONNEL 2010-15 ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI - EN COURS

MONTANT	US\$ 55 millions	DESCRIPTION DU PROGRAMME
SOURCES DE FINANCEMENT	BID (US\$ 50m), FRH (US\$ 5m)	Ce projet entend améliorer la capacité des jeunes à trouver un emploi et renforcer la base des ressources humaines dans différents départements via la restructuration de programmes de formation dans des secteurs clés et la modernisation de l'infrastructure d'un centre public de formation.
DATE D'APPROBATION	31 octobre 2011	
SECTEUR	Education	
ENTITE PARTENAIRE	BID	
AGENCE D'EXECUTION	Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle	

RESULTATS A DATE

Aucun décaissement ni activité, l'exécution n'ayant pas encore démarré.

PROGRAMME D'ÉTABLISSEMENT D'UN FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DU CRÉDIT – RESTRUCTURÉ

MONTANT	\$ 35M	DESCRIPTION DU PROGRAMME
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (\$ 12.5m); BID (US\$ 20 m); BM (US\$ 2.5m)	Objectif: contribuer à la réhabilitation du secteur productif d'Haïti négativement affecté par le séisme, en particulier les entreprises qui restent viables. Cela a été partiellement fait via l'établissement d'un Fonds de Garantie Partielle du Crédit permettant aux dites entreprises de restructurer leurs obligations en termes de dettes envers les banques qu'elles sont actuellement incapables d'honorer, d'échapper à la liquidation, et de faciliter de plus leur accès continu au financement pour reconstruire et mener leurs affaires.
DATE D'APPROBATION	27 août 2010	
SECTEUR	Développement du Secteur Privé	
ENTITE PARTENAIRE	BID	
AGENCE D'EXECUTION	Fonds de Développement Industriel	

RESULTATS A DATE

La contribution du FRH au projet n'a pas été décaissée. L'opération a permis l'émission de garanties représentant l'équivalent d'US\$ 3,333,389 pour huit moyennes entreprises et 245 micro-entreprises, concentrées dans 3 banques et garantissant US\$10.6 millions en prêts. Une évaluation informelle réalisée en février 2012 a aidé à déterminer qu'il n'était plus nécessaire d'émettre d'autres garanties. En conséquence, sur demande du Gouvernement la BID a redirigé les efforts vers le développement de deux sous-programmes dans le cadre de ce projet (accélération des affaires et instrument de crédit agricole/instrument de capital crédit-bail) pour lesquels le reste des fonds seront utilisés en appui à la création d'emplois dans le secteur privé. L'objectif global de cette reformulation est d'appuyer le développement de petites entreprises productives en tant que source de croissance économique et de création d'emplois.

SOUS-PROGRAMME 1 – EXTENSION DU PROGRAMME PILOTE D'APPUI AUX PETITES ENTREPRISES (US\$ 7.96M)

RESULTATS A DATE

Aucun décaissement ni activité, l'exécution n'ayant pas encore démarré.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Ce programme entend fournir des ressources additionnelles pour financer les activités suivantes dans le cadre de deux composantes :

Composante 1 – Accélérateur d'entreprises cette composante financera la préparation et le financement de plans d'affaires via un mécanisme d'accélération étendue des entreprises qui fournira aux PME un appui technique, administratif et financier. Elle fournira des fonds pour l'identification, la sélection et le recrutement de directeurs de programme à temps partiel pour appuyer la mise en œuvre de plans d'affaires sélectionnés, des consultants techniques pour satisfaire les besoins découlant de la mise en œuvre des plans d'affaires, et du capital de départ pour financer des activités productives, remboursable cinq ans après que l'entreprise aura cessé de recevoir un appui direct de l'accélérateur des affaires.

Composante 2 – Micro-parcs : dans le cadre de cette composante, le programme ciblera des micro-entreprises capables de bénéficier d'une production en colocation dans un micro-parc. Ce concept mobilise des compétences entrepreneuriales et des investissements en capital pour rendre les bénéficiaires plus productifs. Les piliers fondamentaux de ce concept sont :

- Mise à disposition de l'infrastructure de base et de services au site ;
- Coordination améliorée de la production, capacité organisationnelle augmentée des producteurs, et accès à la formation pour améliorer les compétences techniques et administratives.

SOUS-PROGRAMME 2- FINANCEMENT PILOTE POUR LA LOCATION D'INSTALLATIONS (US\$ 2.25M)

RESULTATS A DATE

Aucun décaissement ni activité, l'exécution n'ayant pas encore démarré.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Ce sous-programme financera une assistance technique aux banques intéressées à établir des entreprises de leasing et un programme pilote pour capitaliser ces entreprises. Ce projet pilote entend démontrer la viabilité financière des activités de leasing en Haïti et encourager l'entrée de nouvelles firmes dans les secteurs. Le programme sera exécuté via deux composantes :

Composante 1 – Assistance technique au leasing : cette composante entend apporter un complément aux travaux de l'IFC et de la BRH pour améliorer le cadre juridique, fiscal et de régulation pour le financement du leasing. La IFC tient actuellement des consultations avec le Gouvernement sur la conception d'une loi sur le leasing offrant une plus grande certitude juridique en matière de fiscalité et améliorer les capacités des autorités de régulation et de supervision. Le programme appuiera des travaux consultatifs pour les banques commerciales intéressées à des opérations de leasing dans le cadre de régulation actuel.

Composante 2 – Programme pilote pour le financement du leasing : cette composante octroiera un maximum d'US \$ 1 million en prêts pour la création de nouvelles entreprises de leasing. L'Agence d'Exécution fera paraître des demandes de propositions ciblant les PME, y compris des petits agriculteurs, et octroiera des fonds à des projets démontrant de solides projections financières et un important impact potentiel sur les firmes bénéficiaires.

ATTÉNUATION DES DÉASTRES NATURELS DANS LE DÉPARTEMENT DU SUD – RESTRUCTURÉ

MONTANT	US\$ 34 Millions
SOURCES DE FINANCEMENT	BID (US\$ 20m), FRH (US\$ 14m)
DATE D'APPROBATION	21 octobre 2010
SECTEUR	Appui Budgétaire, Agriculture, Elevage & Pêche, Gestion et Prévention des Désastres, Gestion des Bassins Versants et Développement Local.
ENTITE PARTENAIRE	BID
AGENCE D'EXECUTION	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDP).

RESULTATS A DATE

Des ressources du FRH ont été transférées à la BID en 2011. Ces fonds étaient destinés à la gestion de bassins versants à Cavaillon et à Ravine du Sud, au financement direct d'agriculteurs et au développement de capacités de gestion durable de bassins versants à la Direction Départementale de l'Agriculture. Cependant, ils n'ont pas été utilisés comme prévu, car les décaissements de la BID pour le programme se sont faits avec des retards et via le mécanisme établi avec le Ministère de l'agriculture. En réalité, aucune partie de la contribution du FRH (US\$ 14m) n'a été décaissée. Le GH a donc révisé ses priorités pour l'utilisation de ces fonds et, avec la BID et le Gouvernement norvégien, a décidé pendant le second trimestre de 2012 de réallouer les fonds et de restructurer le projet en trois autres projets qui seront considérés comme des sous-programmes du programme initial:

- Protection de l'environnement au Parc National Macaya ;
- Energie durable pour Haïti;
- Transformation Institutionnelle et Modernisation du Secteur de l'Energie III.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

L'objectif de ce projet est de réduire à long terme la vulnérabilité aux désastres naturels d'environ 250,000 habitants de Ravine du Sud aux Cayes et à Cavaillon à travers un investissement dans l'infrastructure, l'appui direct à l'agriculture durable, et le développement des capacités locales pour assurer une gestion durable du bassin versant.

Les activités du projet sont centrées sur la réduction de la vulnérabilité environnementale et socioéconomique aux désastres naturels des populations vivant dans les bassins versants de Ravine du Sud et de Cavaillon (100,000 ha, 4% du territoire national) via trois principales composantes :

- Infrastructure de Protection, y compris des études de faisabilité et d'importants travaux publics, en particulier le reprofilage des rivières, le renforcement des berges et la construction de micro-barrages. Cette composante entend prévenir des inondations excessives de 40 sites particulièrement vulnérables dans des zones urbaines des Cayes et de Camp Perrin. Ces inondations ont beaucoup contribué à l'appauvrissement de la région.
- Appui à l'agriculture durable en montagne, y compris le soutien financier aux associations d'agriculteurs légalement reconnues et à des agriculteurs individuels prêts à introduire des techniques contre l'érosion dans des zones particulièrement vulnérables. La composante recrutera également du personnel additionnel au bureau départemental du Ministère de l'Agriculture pour appuyer et superviser les activités.
- Renforcement institutionnel et développement des capacités pour la gestion durable des bassins versants. Cette composante sera centrée sur une importante augmentation de la capacité des ministères au niveau départemental, tandis qu'une petite sous-composante permettra au Ministère clé de jouer son rôle de leadership. Elle permettra aussi la création de comités locaux de gestion des bassins versants.

PROJET 1: PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU PARC NATIONAL MACAYA (US\$ 9M)

RESULTATS A DATE

Aucun décaissement ni activité, l'exécution n'ayant pas encore démarré.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

L'objectif de ce projet est de contenir la rapide détérioration de l'environnement dans le bassin versant en du Sud-Ouest d'Haïti. Il fera la promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de la protection du bassin versant afin de prévenir le déboisement, l'érosion et les désastres naturels connexes. Le projet sera exécuté via deux composantes. 5000 ménages et 3000 producteurs bénéficieront directement de ce programme.

Composante 1 – Renforcement Institutionnel et de la Gouvernance Locale : cette composante vise le renforcement de la gouvernance environnementale de la zone de Macaya, par le financement :

- D'une formation complémentaire à la gestion des ressources naturelles et l'éducation environnementale pour augmenter la sensibilisation à la gestion durable des ressources naturelles ;
- Du renforcement du corps de surveillance de l'environnement qui assure le suivi de la zone du Parc Macaya ;
- De la dotation du Parc en infrastructure de gestion adéquate (édifice d'unité, stations de contrôle).

Composante 2 - Renforcement et restauration des services d'écosystèmes : cette composante aidera au renforcement et à la restauration des services d'écosystèmes critiques fournis par la zone de Macaya, particulièrement des dispositions et la régulation des fonctions remplies par la zone en emmagasinant de l'eau, retenant les sols, prévenant les inondations et mitigeant l'impact des événements climatiques. La composante financera des investissements dans :

- La restauration de la forêt (environ 1500 ha) ;
- L'infrastructure de protection du bassin versant pour prévenir des pertes économiques dues à l'érosion et aux inondations, et pour renforcer la capacité d'emmagasinage et de rétention de l'eau ;
- Un système de gestion des inondations des principales rivières venant de la zone du Parc Macaya.

Ces investissements seront définis et priorisés selon les schémas de planification de l'utilisation des terres communales et devraient réduire la pression sur les ressources du Parc en contribuant au maintien de sources alternatives de survie pour les résidents du lieu.

OPÉRATION D'APPUI BUDGÉTAIRE CIBLE – EN PRÉPARATION

MONTANT	US\$ 15 million	DESCRIPTION DU PROGRAMME
SOURCES DE FINANCEMENT	FRH (\$ 15m)	Cette opération d'appui budgétaire ciblé fournirait des ressources pour financer des dépenses budgétaires essentielles dans les secteurs de l'éducation et de l'agriculture.
DATE D'APPROBATION	27 avril 2011	L'appui budgétaire serait canalisé via le budget, et rembourserait des dépenses spécifiques pré-identifiées. Dans le secteur de l'agriculture, le choix des activités à financer est basé sur la nécessité d'augmenter la productivité comme indiqué dans le Plan National d'Investissement Agricole (2010 – 16) et des domaines essentiels d'intervention identifiés dans le PDNA (Evaluation des Besoins Post-désastre).
SECTEUR	Agriculture & Education	Dans le secteur de l'éducation, l'opération appuierait des activités essentielles identifiées dans la Stratégie Nationale pour Action dans le domaine de l'Education pour Tous (SNA-EPT) en septembre 2007. Les rubriques budgétaires prises en compte dans le cadre de cette opération incluent : (i) la construction d'écoles semi-permanentes totalement équipées ; (ii) l'achat de financement de cantines scolaires dans le cadre du PNCS ; et (iii) l'achat de semences à rétrocéder au secteur privé, spécifiquement à des groupes d'associations d'agriculteurs à des fins de propagation.
ENTITE PARTENAIRE	Banque mondiale	
AGENCE D'EXECUTION	Ministère de l'Economie et des Finances.	

RESULTATS A DATE

La préparation de ce projet s'est avérée impossible. Les fonds qui devaient être alloués à ce projet pourraient être réalloués à un projet d'éducation (cantine scolaire) qui attend une décision du Conseil des Ministres.

Résultats escomptés :

- 268 salles de classe construites et équipées ;
- 670 écoles et 261,200 élèves bénéficiaires de cantines scolaires ;
- 70,000 agriculteurs recevant des semences améliorées et subventionnées.

PROJET 2: ÉNERGIE DURABLE POUR HAÏTI (US\$ 2M)

RESULTATS A DATE

Aucun décaissement ni activité, l'exécution n'ayant pas encore démarré.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

L'objectif global de ce programme est d'appuyer les efforts du GH pour développer une matrice d'énergie durable promouvant l'accès à l'électricité via des sources d'énergie renouvelable et des mesures d'efficacité de l'énergie, comme moyen de réduire la dépendance d'Haïti des combustibles fossiles, spécialement l'huile. Les objectifs spécifiques s'articulent via quatre composantes du projet avec leurs produits énoncés comme suit :

Composante 1 - Améliorer l'accès à l'électricité via des projets de d'énergie renouvelable et des études de faisabilité : les études faciliteront l'obtention d'informations sur la possibilité d'utiliser l'énergie renouvelable pour atteindre le but du GH d'amener l'électricité aux zones tant rurales que non rurales du pays. Cette composante financera les activités suivantes :

- Alternatives solaires pour l'électrification en milieu rural ;
- Modèles hybrides ;
- Biomasse durable ;
- Etudes de faisabilité pour des petits projets d'hydro ;

Composante 2 - Utilisation efficace des combustibles fossiles : cette composante analysera la possibilité d'inclure le gaz naturel dans la matrice d'énergie d'Haïti pour réduire la dépendance du pays au diesel et au mazout et ainsi réduire les coûts de l'électricité. Cette composante couvrira deux principales activités :

- Analyse du volume de la demande et du transport du gaz naturel ;
- Préparation d'analyses de préfaisabilité de l'importation du gaz naturel.

Composante 3 – Appui à une réforme du cadre de régulation et développement d'un plan d'action pour l'énergie durable pour introduire avec succès des sources d'énergie plus propres et plus efficaces. En ce sens, cette composante financera les activités suivantes :

- Identification du potentiel en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité de l'énergie ;
- Appui au développement d'un cadre de régulation.

Composante 4 – Développement des capacités et renforcement institutionnel : dans le cadre de cette composante, le programme financera la préparation de recommandations pour :

- Le renforcement institutionnel et le développement des capacités des entités publiques clé du secteur de l'énergie, et la création d'un bureau d'électrification rurale ;
- L'appui à l'éducation et la sensibilisation du public pour la promotion de l'énergie renouvelable.

PROJET 3: (US\$ 3M) TRANSFORMATION INSTITUTIONNELLE ET MODERNISATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE (US\$ 3M)

RESULTATS A DATE

Aucun décaissement ni activité, l'exécution n'ayant pas encore démarré.

DESCRIPTION DU PROGRAMME

L'objectif global de ce programme est d'appuyer le GH dans le développement d'un cadre pour le secteur de l'énergie qui contribuera à la modernisation du secteur et augmentera la disponibilité d'une énergie à un prix plus abordable pour satisfaire les besoins de la population et stimuler la compétitivité. Deux objectifs spécifiques sont : (a) l'appui à la capacité institutionnelle du GH de définir une politique de l'énergie et de procéder à la planification et à la supervision du secteur de l'énergie ; et (b) transformation de l'EdH en une entreprise financière et opérationnelle viable.

Le programme sera structuré en trois composantes :

Composante 1 – Durabilité macroéconomique : cette composante entend assurer que le GH maintient un cadre macroéconomique solide en ligne avec l'objectif de l'opération proposée.

Composante 2 – Réforme du secteur de l'énergie : cette composante vise à renforcer la capacité institutionnelle du GH à définir une politique de l'énergie et de procéder à la planification et à la supervision du secteur de l'énergie avec les activités suivantes :

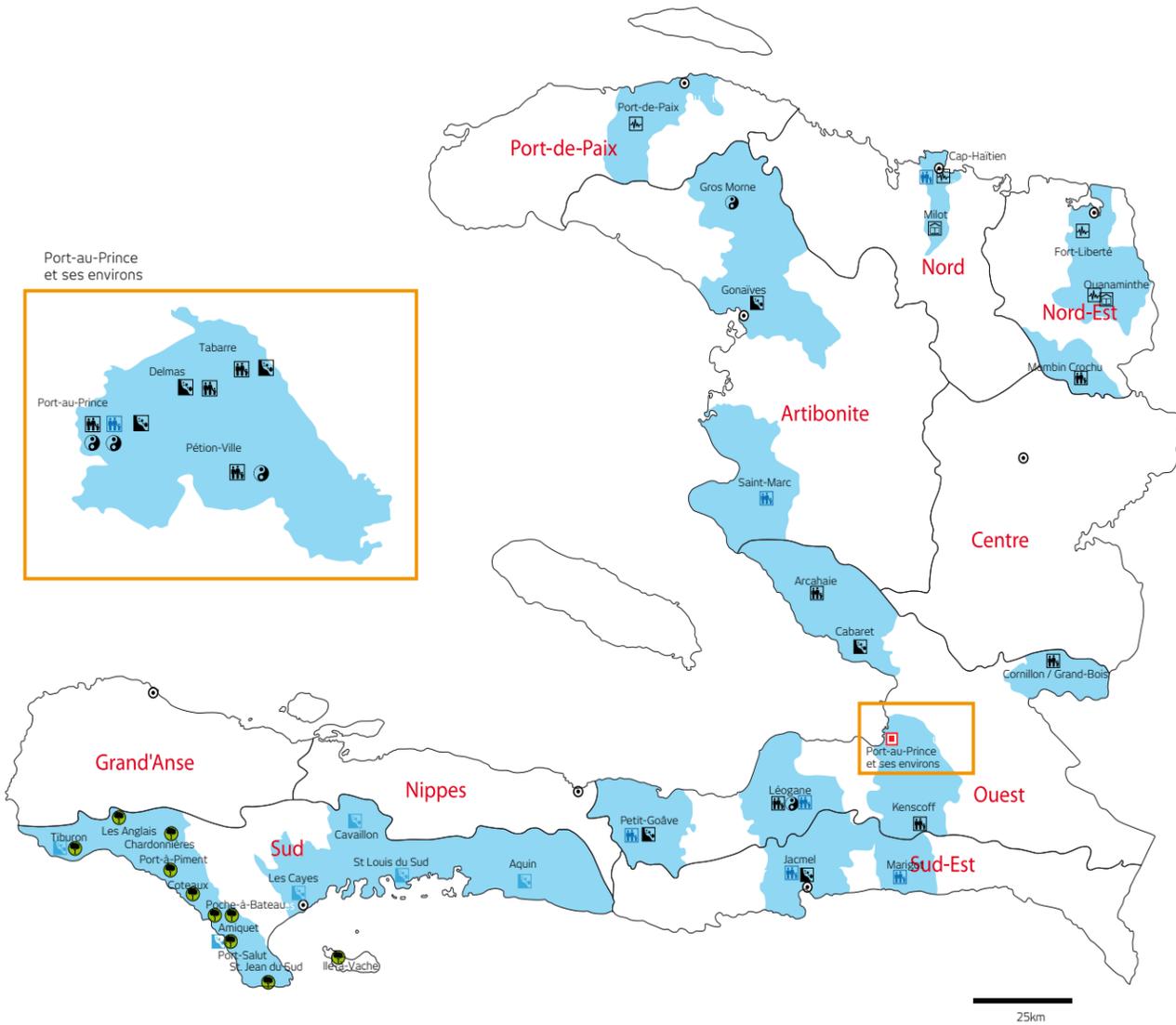
- Cadre Juridique et de Régulation via un avant-projet de loi sur la politique de l'énergie à ratifier par le Parlement. Le nouveau ministère à la sécurité énergétique installé en 2012 aura à coordonner toutes les actions dans le secteur de l'énergie.
- Mécanisme de garantie créé pour appuyer les paiements PPA pour des petits projets d'hydro.
- Panel de Contrôle du secteur de l'électricité (à l'aide d'indicateurs bien définis) prêt et publié chaque trimestre sur la page web du Ministère des Finances pour augmenter la transparence des transferts financiers au sein du secteur de l'énergie.
- Loi pénalisant le vol d'électricité soumis à la ratification du Parlement.

Composante 3 - Modernisation de l'EdH : cette composante vise l'amélioration de la supervision de la gouvernance entrepreneuriale au niveau de l'entreprise pour transformer l'EdH en une entreprise opérationnelle et financière viable, grâce aux activités suivantes :

- Engagement d'une firme d'audit pour une vérification indépendante des rapports financiers annuels de l'EdH ;
- Qualité des normes de services et critères de performance pour les fournisseurs d'électricité établie ;
- Adoption et maintien de nouvelles normes de gestion entrepreneuriale.

ANNEXE 2: CARTE DES PROJETS

HAÏTI : COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS DU FONDS DE RECONSTRUCTION D'HAÏTI (AU 29 MARS 2012)



- Programme de développement durable Sud/Ouest d'Haïti
- Réduction de la vulnérabilité des populations et des infrastructures dans le département du Sud
- 16 Quartiers/6 Camps
- Démolition et enlèvement des débris avec la machinerie lourde
- Programme d'appui à la reconstruction de logements et des communautés
- Renforcement des capacités pour la gestion des risques et des désastres
- Plan de prévention du séisme pour le grand nord d'Haïti
- Appui à la reconstruction du secteur éducatif
- Projet de gestion des débris

Date de mises à jour: 29 Mars 2012 Numéro de référence : HTI0013_FRH_AO_29032012

Sources: Fonds de Reconstruction d'Haïti

Pour plus d'informations, voir:
<http://haiti.humanitarianresponse.info> • www.reliefweb.int

Les frontières, les noms et les désignations employés sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

Préparé par :

ANNEXE 3: SECRÉTARIAT DU FRH

Au cours sa troisième année, le Secrétariat a recruté une nouvelle chargée de Communications pour remplacer la responsable sortante. Le personnel, toujours désireux d'atteindre les objectifs du FRH et de contribuer au processus de reconstruction d'Haïti, est présenté ci-dessous :



Joe Leitmann

Un citoyen Américain, est l'Administrateur du FRH responsable de tous les aspects relevant du Secrétariat du Fonds. Il a 30 ans d'expérience en développement international avec la Banque mondiale, le U.S. Peace Corps et comme Consultant en reconstruction, changement climatique, environnement, forêt, développement urbain, énergie non polluée, technologie appropriée et agriculture. Joe a un Doctorat en Planification Urbaine d'UC Berkeley et une Maîtrise en Politique Public du Harvard Kennedy School.



Bertovna Bourdeau Grimard

Une citoyenne haïtienne, sera la nouvelle Chargée de communication du FRH responsable de toutes les communications relatives au Fonds, de la coordination avec les partenaires et des relations avec la presse. Bertovna a travaillé en Haïti en tant que directeur de marketing pour l'ONG PSI-Haïti, l'entreprise Comme Il Faut et la Comcel-Voilà, et comme consultant dans le secteur privé. Elle a un MBA de l'Université de Miami en Floride. Bertovna prendra son poste en juillet 2013 en remplacement de Berdine Edmond qui occupera un nouveau poste.



Maria Deborah Kim

Une citoyenne Canadienne, est l'Officier des Opérations du FRH avec la responsabilité d'appuyer tous les activités du Secrétariat. Elle a travaillé en Haïti depuis 2008 avec l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et a rejoint la Banque mondiale en 2010, pour le Secteur de Politique Économique et Développement du Secteur Privé. Maria détient une Maîtrise en Politique Publique et Administration du Carleton University.



Anne Marie Gabrielle Dujour

Une citoyenne Haïtienne, est l'Assistante Administrative du FRH avec la responsabilité d'assister le Secrétariat dans la performance de ses fonctions. Elle a collaboré pendant quatre ans avec LOKAL, un projet de renforcement de la gouvernance locale financé par l'USAID et a également travaillé avec la BID et le PNUD. Elle détient un diplôme en Économie du Développement.



Berdine Edmond

Une citoyenne Française, est la Chargée de Communication du FRH. Berdine a travaillé précédemment en Haïti comme Directrice de Communication d'une ONG brésilienne, Viva Rio. Elle a aussi travaillé avec International Crisis Group et l'UNIDIR. Elle détient une Maîtrise en Relations Internationales du Graduate Institute of International and Development Studies de Genève.



Jean Yves St-Dic

Un citoyen Haïtien, est le Logisticien du FRH avec la responsabilité du transport et des technologies de l'information. Il a deux ans d'expérience avec la Banque mondiale. Il a aussi travaillé à Sourire Rent-a-Car et Aproco. Jean Yves a un certificat en Sciences Informatiques de l'INUQUA, une université privée en Haïti.



Fonds de Reconstruction d'Haïti
Ministère de la Planification et de la Coopération Externe

387, route de Bourdon, Port-au-Prince

☎ + (509) 3798 0817

✉ info@haitireconstructionfund.org

🌐 www.haitireconstructionfund.org

www.fondsdereconstructionhaiti.org



Fonds de Reconstruction d'Haïti

Fonds pour le redressement, la reconstruction et le développement d'Haïti



Un des 60 bateaux de pêcheurs réparés dans la région du Sud. **Programme de développement durable Sud/Ouest d'Haïti**

Photo courtoisie de l'ONU

Secrétariat du Fonds de Reconstruction d'Haïti
Ministère de la Planification
et de la Coopération Externe

387, route de Bourdon, Port-au-Prince

+ (509) 3798 0817

info@haitireconstructionfund.org

www.haitireconstructionfund.org

www.fondsdereconstructionhaiti.org



Etats-Unis



Brésil



Canada



Norvège



France



Japon



Espagne



Australie



Nigéria



Oman



Colombie



Suède



Thaïlande



Banque Mondiale



Finlande



Irlande



Chypre



Lettonie



Estonie